

PARIS
INFRASTRUCTURE
ADVISORY

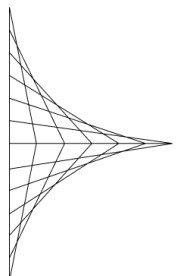


Audit du niveau des charges et produits d'exploitation des entreprises locales de distribution de gaz naturel disposant d'un tarif spécifique

Gaz de Barr – Rapport final - RevD

Août 2025





PARIS INFRASTRUCTURE ADVISORY

Paris Infrastructure Advisory
www.Parisinfrastructureadvisory.com
contact@parisinfrastructureadvisory.com

Client : Commission de régulation de l'énergie

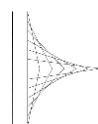
Projet : Audit du niveau des charges et produits d'exploitation des entreprises locales de distribution de gaz naturel disposant d'un tarif spécifique

Sujet : Gaz de Barr – Rapport final

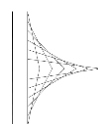
| | | | | |
|-----|----------|--------|------------------|---------------|
| D | 21/08/25 | Final | L. Aljounaidi | L. Aljounaidi |
| C | 06/08/25 | Final | J. Lützenkirchen | L. Aljounaidi |
| B | 04/08/25 | Final | J. Lützenkirchen | L. Aljounaidi |
| A | 30/07/25 | Final | J. Lützenkirchen | L. Aljounaidi |
| Rev | JJ/MM/AA | Statut | Rédige par | Emis Par |

Table des matières

| | | |
|------|----------------------------------------------------------------------------------|----|
| I. | Introduction | 4 |
| A. | Contexte | 4 |
| B. | Objectif et Problématique..... | 4 |
| C. | Récapitulatif des documents reçus et analysés..... | 5 |
| D. | Limites de rapprochement entre données tarifaires et comptabilité générale | 5 |
| E. | Chronologie des échanges | 6 |
| II. | Données et hypothèses..... | 6 |
| A. | Trajectoires de références ATRD 6..... | 6 |
| B. | Inflation..... | 7 |
| C. | Dissociation comptable et passage à la matrice tarifaire réalisée | 8 |
| D. | Convention utilisée | 8 |
| III. | Synthèse des résultats de l'audit..... | 9 |
| IV. | Consommations externes (Hors AMRs) | 11 |
| A. | Fournitures non stockables | 11 |
| B. | Achats stockés..... | 13 |
| C. | Achats de matériel, équipement et travaux | 17 |
| D. | Achats matières et fournitures non stockées..... | 21 |
| E. | Loyers, crédit-bail et charges locatives | 23 |
| F. | Redevances..... | 25 |
| G. | Services extérieurs entretien et maintenance | 25 |
| H. | Assurances..... | 31 |
| I. | Prestations externes | 32 |
| J. | Dépenses de Communication | 34 |
| K. | Aides Commerciales | 36 |
| L. | Cessions internes reçues..... | 38 |
| M. | Autres Charges..... | 39 |
| N. | Synthèse de la rubrique Consommations externes | 44 |
| V. | Charges de personnel | 45 |
| A. | Rémunérations principales | 45 |
| A.1. | Masse salariale | 45 |
| A.2. | Rémunération moyenne..... | 48 |



| | | |
|-------|---------------------------------------------------------|----|
| A.3. | Compléments de salaire..... | 50 |
| A.4. | Trajectoire de la rémunération principale | 51 |
| B. | Charges Sociales..... | 52 |
| C. | CCAS 1% | 53 |
| D. | Autres charges de personnel | 54 |
| E. | Synthèse de la rubrique Charges de personnel | 58 |
| VI. | Impôts et taxes..... | 58 |
| A. | Taxe foncière | 58 |
| B. | Taxe professionnelle..... | 60 |
| C. | Impôts et taxes sur les rémunérations | 61 |
| D. | Autres impôts et taxes | 63 |
| E. | Synthèse de la rubrique Impôts et taxes | 64 |
| VII. | Recettes extra-tarifaires | 65 |
| A. | Transfert de charges..... | 65 |
| B. | Recettes extra-tarifaires non-incitées..... | 67 |
| C. | Recettes extra-tarifaires incitées..... | 68 |
| D. | Synthèse de la catégorie Recettes extra-tarifaires..... | 70 |
| VIII. | Production immobilisée | 71 |



I. Introduction

A. Contexte

L'article L. 452-2 du code de l'énergie prévoit que la CRE fixe les méthodes utilisées pour établir les tarifs d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel. Ces tarifs, fixés pour une durée d'environ quatre ans, sont des éléments essentiels au bon fonctionnement du marché gazier et représentent plus du quart du prix du gaz naturel facturé aux consommateurs finals (pour des clients résidentiels).

Environ 11 millions de consommateurs sont raccordés aux réseaux de distribution de gaz naturel, qui comptent 23 GRD, de tailles très inégales. GRDF représente 96 % de la distribution du gaz naturel en France, les 22 autres GRD se partageant les 4 % restants. Parmi ces 22 GRD, les neuf plus importants disposent chacun d'un tarif péréqué ATRD spécifique.

Les tarifs actuels d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel (dit « tarifs ATRD6 ») des ELD sont entrés en vigueur le 1er juillet 2022, en application de la délibération de la CRE du 27 janvier 2022.

Dans la perspective de la prochaine période de régulation (2026-2029), la CRE élabore actuellement la trajectoire tarifaire prévisionnelle de ces neuf ELDs. L'établissement des niveaux de charges à retenir doit répondre aux exigences de l'article L.452-1 du code de l'énergie qui précise que « les tarifs [] sont calculés de manière transparente et non discriminatoire, afin de couvrir l'ensemble des coûts supportés par les gestionnaires de ces réseaux dans la mesure où ces coûts correspondent à ceux d'un gestionnaire de réseau efficace »

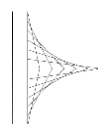
L'évaluation de la CRE doit ainsi reposer sur une analyse détaillée des charges prévisionnelles de chaque opérateur, en distinguant les charges d'exploitation et les charges de capital. Il est donc essentiel pour la CRE de disposer d'une connaissance précise de la structure des coûts de ces gestionnaires de réseaux afin d'évaluer leur niveau et leur efficacité, tant sur la période 2022-2025 que sur la période à venir.

B. Objectif et Problématique

Cet audit vise à fournir à la CRE la compréhension nécessaire des charges et produits d'exploitation de Gaz de Barr sur la période de régulation actuelle (données réalisées de 2022 à 2024 et estimées pour 2025), ainsi que des charges et produits d'exploitation prévisionnels présentés par les opérateurs pour la prochaine période tarifaire (2026-2029).

Il permet de, pour chaque poste de charges et produits d'exploitation :

- Comprendre les fondamentaux sous-jacents à chaque poste de charges et produits d'exploitation (pour la période 2022-2029)
- Comprendre les hypothèses sous-jacentes à leur évolution
- Porter une appréciation sur les évolutions proposées par l'opérateur sur les exercices 2026-2029, notamment en s'appuyant sur l'analyse des niveaux de charges réalisées et estimées ainsi que sur les derniers budgets d'exploitation validés par les organes de direction de l'opérateur.



- Porter une appréciation sur l'efficacité de l'opérateur sur les exercices 2022, 2023 et 2024 et sur l'amélioration de l'efficacité prévue sur la période ATRD 7.
- Éventuellement, si l'analyse conclue que le niveau des charges réalisées et prévisionnelles de l'opérateur n'est pas efficace, proposer un niveau de charges d'exploitation efficace pouvant être atteint par l'opérateur.

C. Récapitulatif des documents reçus et analysés

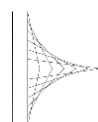
Les documents reçus et analysés sont :

- La demande tarifaire présentée à la CRE pour la période ATRD7 à venir
 - Les fichiers EXCEL supports détaillant la période ATRD6 « Gaz de Barr - Bilan ATRD 6 - Réalisé 2022-2024 », « Gaz de Barr - Dossier ATRD 7 - Annexe 3 Matrice Trajectoire - Réalisé 2022-2024 » et « Gaz de Barr - Dossier ATRD 7 - Annexe 4 - Bilan ATRD 6 »
 - Le fichier EXCEL support à la demande ATRD7 « Gaz de Barr - Dossier ATRD 7 - Annexe 3 Matrice Trajectoire »
- Les données comptables spécifiques à l'activité de GRD Gaz
 - Explication des principes de dissociation comptable
 - Balances générales comptables avec l'affectation à l'activité GRD Gaz pour 2022, 2023, 2024
 - Comptes dissociés du GRD Gaz pour 2022, 2023 et 2024
- Les paramètres et ratios opérationnels de l'activité « Gaz de Barr - Dossier ATRD 7 - Annexe 2 Paramètres et ratios opérationnels v2 »

D. Limites de rapprochement entre données tarifaires et comptabilité générale

Dans le cadre du présent audit portant sur la vérification des charges couvertes par le tarif péréqué ATRD spécifique de Gaz de Barr, les analyses ont été réalisées à partir des documents listés ci-dessus, notamment la comptabilité analytique et la comptabilité dissociée fournie par le GRD. Toutefois, il n'a pas été possible d'effectuer un rapprochement complet entre les données de la matrice tarifaire (trajectoire et réalisé ATRD6) et les soldes issus de la balance générale ou des documents comptables. Malgré plusieurs relances, y compris lors d'échanges directs avec le gestionnaire, aucun document de type « matrice de passage » entre la comptabilité dissociée et la matrice tarifaire réalisée à la maille péréquée n'a pu être fourni.

L'analyse des données comptables de l'opérateur a permis de croiser les données pour les postes : « Services extérieurs » ; « Assurances » ; « Loyers, crédit-bail et charges locatives » ; « Taxe foncière » et « Fournitures non stockables ». Toutes les autres postes, notamment dans la rubrique « charges de personnel », présentent cependant des écarts substantiels, qui n'ont pas pu être conciliés. L'analyse du réalisé sur ces rubriques s'appuie donc exclusivement sur les données déclarées par l'opérateur.



E. Chronologie des échanges

Le déroulement de l'audit ATRD7 de Gaz de Barr a été le suivant jusqu'à aujourd'hui

| Point d'étape | Date |
|--------------------------------------------------------------------------|-----------------|
| Réunion de démarrage | 13 mai 2025 |
| Réception de tous les documents demandés | 13 mai 2025 |
| Envoi du questionnaire à Gaz de Barr | 10 juin 2025 |
| Premier échange technique | 10 juin 2025 |
| Réception des réponses au questionnaire | 17 juin 2025 |
| Envoi du rapport pré-contradictoire à Gaz de Barr | 21 juillet 2025 |
| Réunion pré-contradictoire | 22 juillet 2025 |
| Réception des réponses et commentaires sur le rapport pré-contradictoire | 28 juillet 2025 |
| Envoi du rapport final à la CRE | 30 juillet 2025 |
| Présentation du rapport final à la CRE | 31 juillet 2025 |

II. Données et hypothèses

A. Trajectoires de références ATRD 6

La trajectoire de charges d'exploitation hors AMR délibérée par la CRE pour la période ATRD6 est la suivante :

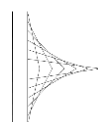
| Hors AMR | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | Moyenne |
|-------------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Gaz de Barr | 2.575,7 | 2.691,1 | 2.719,3 | 2.776,0 | 2.690,5 |

Tableau 1 – Trajectoire de référence ATRD 6 OPEX hors AMR (k€)

La trajectoire communiquée par l'opérateur pour les mêmes postes (hors AMR) est :

| Hors AMR | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | Moyenne |
|-----------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Total des charges à couvrir | 2.571,2 | 2.675,0 | 2.686,2 | 2.723,9 | 2.664,5 |

Tableau 2 – Trajectoire ATRD6 transmise par Gaz de Barr OPEX hors AMR (k€)



À titre d'information, la trajectoire de référence ATRD6 communiquée par la CRE pour les OPEX AMR est la suivante :

| AMR | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | Moyenne |
|-------------|------|-------|-------|------|---------|
| Gaz de Barr | 72,4 | 118,1 | 111,2 | 80,3 | 95,5 |

Tableau 3 – Trajectoire de référence ATRD 6 OPEX AMR (k€)

De son côté, l'opérateur a transmis une trajectoire initiale de charges d'exploitation AMR dans le cadre du questionnaire d'audit, reproduite ci-dessous :

| AMR | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | Moyenne |
|-----------------------------|------|-------|-------|-------|---------|
| Total des charges à couvrir | 76,9 | 134,3 | 144,4 | 132,5 | 122,0 |

Tableau 4 – Trajectoire ATRD 6 transmise par Gaz de Barr OPEX AMR (k€)

Il est important de souligner que, conformément à la demande tarifaire (page 14), aucune charge d'exploitation directement imputée au projet AMR n'a été comptabilisée sur la période 2022–2024. L'opérateur indique ne pas avoir engagé de dépenses spécifiques relatives au fonctionnement ou à l'exploitation du comptage évolué durant cette période. Par conséquent, les données présentées dans le tableau 4 doivent être interprétées comme une trajectoire prévisionnelle transmise à titre indicatif lors de l'audit, mais non exécutée dans les comptes réalisés.

Les écarts observés entre la trajectoire hors AMR délibérée par la CRE (tableau 1) et celle transmise par l'opérateur (tableau 2) proviennent principalement du poste analytique "coûts échoués ou évités". Celui-ci permet à l'opérateur de réaffecter, de manière analytique, une part de ses charges d'exploitation existantes (par exemple liées à la relève ou à la gestion technique) au projet AMR, sans modification visible dans la comptabilité générale ou dissociée. Ces montants restent fixes d'une année sur l'autre et correspondent à une tentative de projection anticipée des gains futurs associés au déploiement des compteurs communicants. En l'absence de ventilation dédiée dans les données comptables, ces réallocations ne peuvent être isolées ni vérifiées au sein des charges réellement constatées.

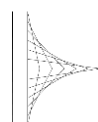
| hors AMR | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | Moyenne |
|-------------------------|------|-------|-------|-------|---------|
| Coûts échoués ou évités | -4,5 | -16,1 | -33,1 | -52,1 | -26,5 |

Tableau 5 – Trajectoire ATRD 6 du poste « coûts échoués » dans les OPEX hors AMR

L'analyse des charges d'exploitation pour la période ATRD7 est ici menée séparément du projet AMR et les charges d'exploitations AMR demandées par l'opérateur ne sont pas intégrées aux trajectoires présentées dans la suite de ce rapport.

B. Inflation

La délibération ATRD6 définit l'inflation à appliquer comme suit « L'inflation réalisée est définie comme l'évolution de la valeur moyenne de l'indice des prix à la consommation hors tabac, tel



que calculé par l'INSEE pour l'ensemble des ménages France entière (référéncé INSEE 1763852), constaté sur l'année civile *N-1*, par rapport à la valeur moyenne du même indice constatée sur l'année civile 2020 ».

Ainsi calculée, la trajectoire d'inflation réalisée de référence est :

| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|-----------------|--------------------|-------|-------|-------|-------|
| Réalisé (INSEE) | Année de référence | 5,34% | 4,82% | 1,85% | 1,80% |

Tableau 6 - Trajectoire d'inflation réalisée sur ATRD 6

C. Dissociation comptable et passage à la matrice tarifaire réalisée

L'activité de Gaz de Barr se répartit entre les filières électricité et gaz, chacune subdivisée en distribution et fourniture. Cette organisation donne lieu à quatre périmètres distincts : GRD Gaz, GRD Électricité, Fournisseur Gaz, et Fournisseur Électricité. S'y ajoute une activité spécifique liée à la gestion d'un droit de tirage de 4 MW sur un cycle combiné gaz, qui fait l'objet d'une comptabilisation sous le périmètre « autres », restreinte à trois comptes de la balance générale.

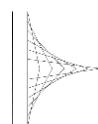
Pour permettre une dissociation des charges et produits entre ces différents périmètres, l'opérateur applique un double niveau de ventilation : une première clé de répartition distingue les activités gaz et électricité, tandis qu'une seconde clé dissocie la gestion de réseau de la fourniture. Selon les précisions apportées par l'opérateur, ces clés sont directement intégrées dans la structure des sections analytiques de la comptabilité analytique, ce qui empêche leur application directe aux comptes de la balance générale.

Dans le cadre de l'audit, Gaz de Barr nous a transmis ses comptabilités analytiques pour les années 2022 à 2024, ainsi qu'un document détaillant les principes de dissociation retenus (« Gaz de Barr – Principes de dissociation comptable »). Toutefois, malgré ces éléments, il n'a pas été possible de reproduire de manière fiable les montants indiqués comme réalisés dans la matrice trajectoire.

Ce blocage tient notamment au traitement du compte 69900099, utilisé pour répartir les charges de personnel (« Salaires et charges à répartir »), dont la ventilation analytique ne permet pas d'affecter environ 3,15 M€ aux lignes tarifaires de la matrice. Un effet comparable est constaté pour le compte 69900002, qui centralise les sorties de stocks et les redirige uniquement vers la comptabilité analytique.

D. Convention utilisée

Les postes « consommations externes », « charges de personnel », « impôts et taxes » constituent des charges, et sont donc comptabilisés positivement dans le calcul du total des charges nettes d'exploitation (CNE) de l'opérateur. À l'inverse, la production immobilisée et les recettes extra-tarifaires sont déduits du total des CNE.



Dans ce rapport, les montants figurant dans les tableaux relatifs à la demande de l'opérateur et à la proposition du consultant sont présentés en valeur absolue. Le retraitement en charges ou en produits (positif ou négatif) est effectué au stade du calcul global des CNE.

III. Synthèse des résultats de l'audit

Cette section détaille les principaux ajustements proposés à l'issue de l'audit des charges et produits hors AMR de Gaz de Barr.

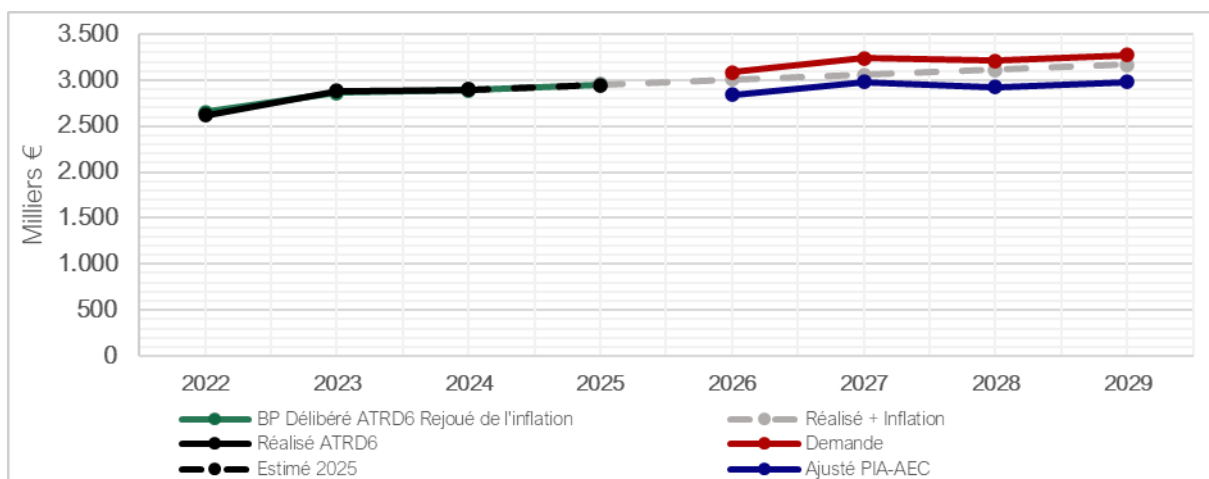


Figure 1 – Evolution du total charges à couvrir

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Demande Gaz de Barr | 3.086,8 | 3.236,9 | 3.211,2 | 3.274,8 | 3.202,4 |
| Ajusté PIA-AEC | 2.817,3 | 2.957,6 | 2.895,4 | 2.950,5 | 2.905,2 |
| Ecarts (en valeur) | -269,6 | -279,3 | -315,8 | -324,4 | -297,3 |
| Ecarts (en % du poste) | -8,7% | -8,6% | -9,8% | -9,9% | -9,3% |

Tableau 7 – Total des charges à couvrir, demande et proposition finale

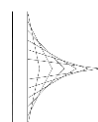
L'ajustement global proposé par le consultant revoit en moyenne de 9,3% à la baisse la demande totale des charges à couvrir de l'opérateur pour la période tarifaire à venir.

Les principaux ajustements sont les suivants :

Rémunérations principales

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|------------------------|-------|-------|-------|-------|---------|
| Ecarts (en valeur) | -57,9 | -76,2 | -93,1 | -96,8 | -81,0 |
| Ecarts (en % du poste) | -4,8% | -6,0% | -7,4% | -7,4% | -6,4% |

Tableau 8 – Rémunération princip, Ecart demande – proposition



Le poste **rémunérations principales** est ajusté à la baisse à hauteur en moyenne de 2,5% des CNE demandées par l'opérateur, soit 81k€ en moyenne. Cette décote découle presque exclusivement de l'ajustement des ETP au cours de la période de l'ATRD7. La demande de Gaz de Barr comprenait des besoins en personnel qui étaient déjà couverts et a également été réduite d'un ETP dans le cadre du processus d'audit. Les rémunérations moyennes ont été maintenues en fonction de la trajectoire de l'opérateur et les compléments de salaire ont été indexés sur le nombre modifié d'ETP, ce qui n'a entraîné qu'une légère diminution de ce sous-poste.

Autres charges

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|-----------------------|--------|--------|--------|--------|---------|
| Ecart (en valeur) | -42,0 | -42,7 | -43,5 | -44,3 | -43,1 |
| Ecart (en % du poste) | -17,1% | -17,1% | -17,1% | -17,1% | -17,1% |

Tableau 9 – Autres charges, Ecart demande – proposition

Pour le poste **autres charges** des consommations externes un ajustement représentant en moyenne 1,4% des CNE demandées par Gaz de Barr sur la période 2026-2029 est proposé, soit 43k€ en moyenne. Cela repose principalement sur une harmonisation purement méthodique de la détermination de la trajectoire sur les valeurs moyennes des réalisations des années 2022 à 2024. De plus, des coûts conjoncturels ont été supprimés dans certains sous-comptes, notamment les honoraires, afin de déterminer la trajectoire ATRD7.

Services extérieurs entretien et maintenance

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|-----------------------|--------|-------|-------|-------|---------|
| Ecart (en valeur) | -45,6 | -38,1 | -38,8 | -39,5 | -40,5 |
| Ecart (en % du poste) | -11,1% | -8,9% | -8,9% | -8,9% | -9,4% |

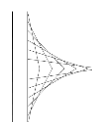
Tableau 10 – Services extérieurs entretien et maintenance, Ecart demande – proposition

Le poste **services extérieurs entretien et maintenance** : l'ajustement proposé représente en moyenne 1,2% des CNE demandées par l'opérateur sur la période 2026-2029, soit 41k€ en moyenne. Une partie des coûts prévus de l'opérateur a été prise en charge. Seuls les coûts de cartographie et quelques postes liés à la SI n'ont pas pu être justifiés et n'ont donc pas été pris en compte pour la trajectoire ATRD7.

Charges sociales

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|-----------------------|-------|-------|-------|-------|---------|
| Ecart (en valeur) | -26,4 | -34,7 | -42,4 | -44,1 | -36,9 |
| Ecart (en % du poste) | -4,8% | -6,0% | -7,4% | -7,4% | -6,4% |

Tableau 11 – Charges sociales, Ecart demande – proposition



L'ajustement proposé pour le poste **charges sociales** représente en moyenne 1,2% des CNE demandées par l'opérateur sur la période tarifaire à venir, soit 37k€ sur les années 2026-2029. Cet ajustement est directement lié à l'adaptation des rémunérations principales.

IV. Consommations externes (Hors AMRs)

A. Fournitures non stockables

Les « fournitures non stockables » sont des biens ou services consommés immédiatement et non stockables, comme l'énergie, l'eau ou les petites fournitures. Ce poste représente **1,0% des CNE**.

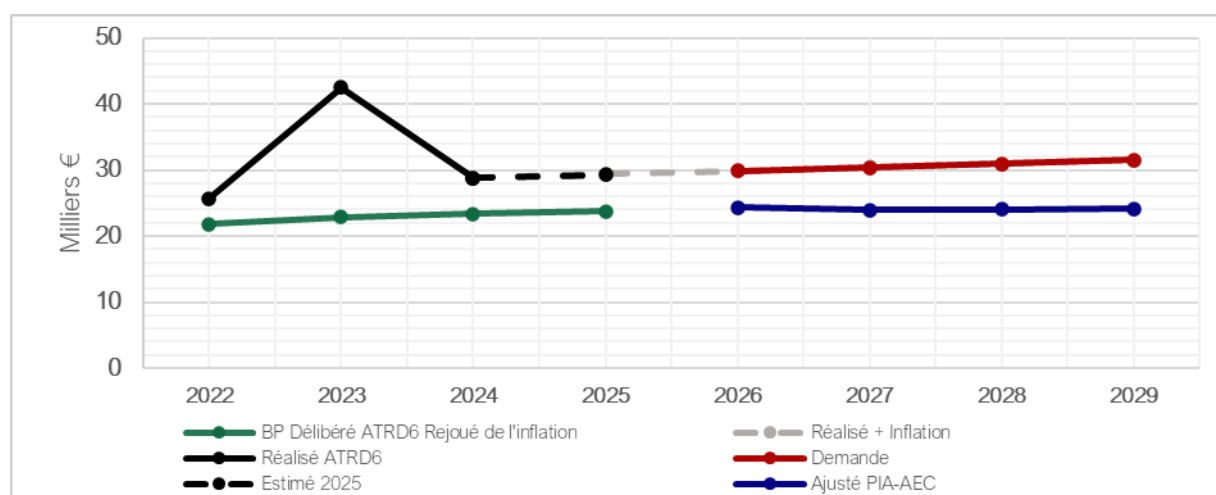


Figure 2 – Fourniture non stockables

1) Bilan ATRD 6

Le délibéré de la période ATRD6 a été calculé sur la base de la moyenne des années 2018-2020. Avec un réalisé moyen de 32k€, les valeurs réalisées sont supérieures d'environ 9k€, avec notamment une année 2023 nettement supérieure à la moyenne en raison de l'augmentation des prix de l'énergie.

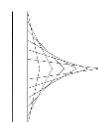
2) Explication de la demande par Gaz de Barr

Pour sa demande, Gaz de Barr prend le réalisé de l'année 2024 et le reconduit en l'indexant sur l'inflation.

3) Appréciation pré-contradictoire de la demande

Compte tenu des prix élevés de l'énergie constatés en 2023, la trajectoire recalculée s'appuie sur :

- Le coût constaté pour l'année 2024
- La trajectoire prévisionnelle d'évolution des prix du gaz et de l'électricité, telle que communiquée par la CRE.



- La part de la consommation propre de gaz et celle d'électricité dans ce poste, tel que constaté dans les données de la comptabilité dissociée de l'opérateur.

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|-----------------------------------|--------|--------|--------|--------|---------|
| Demande Gaz de Barr | 29.8 | 30.4 | 30.9 | 31.5 | 30.7 |
| Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire | 26.3 | 25.6 | 25.3 | 25.4 | 25.6 |
| Ecart (en valeur) | -3.6 | -4.7 | -5.7 | -6.1 | -5.0 |
| Ecart (en % du poste) | -11.9% | -15.6% | -18.3% | -19.4% | -16.3% |

Tableau 12 - Fourniture non stockables demande et proposition

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

Premièrement, la trajectoire d'évolution des prix fournis par la CRE dans le cadre du dossier ATRD 7 ne concerne que le gaz (et pas l'électricité) et ne s'applique que pour le calcul des pertes. Cette trajectoire n'est pertinente que parce que les pertes sont intégrées au CRCP.

Deuxièmement, les corrections apportées par l'auditeur à la référence 2024 ne sont ni documentées ni argumentées.

Les coûts supportés en matière d'énergie par Gaz de Barr emporte en plus des coûts matières, de nombreuses autres composantes que l'auditeur n'a pas pris la peine de prendre en compte (abonnements, tarifs d'acheminement et de transport, stockage, CEE, CPB, ETS2, fiscalité...).

Nous estimons que notre trajectoire initiale basée sur l'année 2024 est plus pertinente.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

Le calcul de la trajectoire est effectué sur la base des données réalisées en 2024, année de la période ATRD6 la moins exposée aux fluctuations macroéconomiques des prix de la période précédente. La consommation propre est répartie entre le gaz et l'électricité conformément aux données issues de la comptabilité analytique et évolue conformément aux prévisions de la CRE.

La différence entre la consommation propre et les valeurs de la matrice trajectoire reflète les composantes mineures du poste (abonnements, tarifs d'acheminement et de transport, stockage, CEE, CPB, ETS2, fiscalité...), qui sont actualisées en fonction de l'inflation.

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|-----------------------|--------|--------|--------|--------|---------|
| Demande Gaz de Barr | 29,8 | 30,4 | 30,9 | 31,5 | 30,7 |
| Ajusté PIA-AEC final | 24,3 | 24,0 | 24,1 | 24,1 | 24,1 |
| Ecart (en valeur) | -5,5 | -6,4 | -6,8 | -7,4 | -6,5 |
| Ecart (en % du poste) | -18,6% | -21,1% | -22,1% | -23,4% | -21,3% |

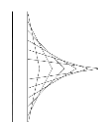


Tableau 13 – Fournitures non stockables demande et proposition finale

B. Achats stockés

Les « achats stockés » sont des achats de biens destinés à être conservés en stock avant leur utilisation ultérieure dans les opérations, la maintenance ou les travaux. Ce poste représente 3,0% des CNE.

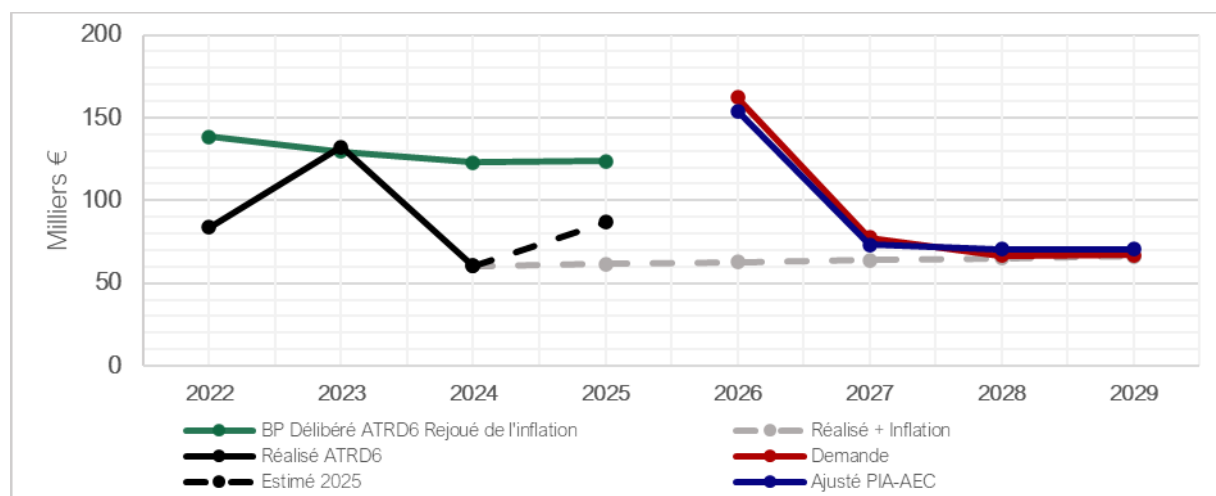


Figure 3 – Achats stockés

1) Bilan ATRD 6

Pour déterminer la trajectoire ATRD6, le poste a été analysé en fonction de la contrepartie de la production immobilisée. Pour la partie non immobilisée, la trajectoire a retenu la moyenne des années 2018-2020. Pour la partie immobilisée, la trajectoire a été déterminée sur la base de la production immobilisée.

A l'exception de la partie immobilisée en 2023, le réalisé des achats stockés, avec 92k€, a été continuellement inférieur à la délibération, qui était de 130k€.

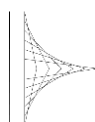
Sur demande, Gaz de Barr n'a pas fourni d'explications plus précises sur l'écart entre le réalisé et le délibéré pour la période ATRD6.

2) Explication de la demande par Gaz de Barr

Gaz de Barr a repris la même approche pour évaluer sa demande sur la période ATRD 7.

Pour l'année 2026, Gaz de Barr fait état de coûts particulièrement élevés pour la partie immobilisée, ce qui s'explique par quelques grands projets d'infrastructure cette année-là. Relativement aux projets de construction prévus, les Achats Stockés de la demande ATRD7 présentent deux ratios différents (10,9% pour 2026-2027 et 9,7% pour 2028-2029).

| K€ | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|----------------------------|-------|---------|-------|-------|-------|
| Prévisionnel total travaux | 681,7 | 1.381,3 | 595,4 | 559,1 | 559,1 |



| | | | | | |
|------------------------------------------|-------|-------|-------|------|------|
| Demande ATRD7 Achats stockés immobilisés | 75,0 | 150,0 | 65,0 | 54,1 | 54,1 |
| Ratio (en %) | 11,0% | 10,9% | 10,9% | 9,7% | 9,7% |

Tableau 14 - Comparaison de la partie immobilisée des achats stockés et les travaux dans la production immobilisée

Du côté de la part non immobilisée, Gaz de Barr invoque la reconstitution de ses stocks avant une période de grands travaux expliquant une augmentation relativement forte de 2024 à 2025.

3) Appréciation pré-contradictoire de la demande

Contre-partie de la production immobilisée

La contrepartie de la production immobilisée représente environ 85% du poste.

Dans sa détermination de sa production immobilisée (voir plus bas), Gaz de Barr définit un coût prévisionnel des. Ce coût des travaux se répartit entre achats stockés (environ 10%) et achats de matériel, équipements et travaux (voir section ci-dessous, environ 90%). La somme des trois sous-postes :

- Coûts des travaux dans la production immobilisée
- Contre-partie de la production immobilisée dans les achats stockés
- Contre-partie de la production immobilisée dans les achats de matériel, équipement et travaux

Est nulle par nature. Les hypothèses de l'opérateur sont reprises pour les trois sous-postes.

Partie non-immobilisée

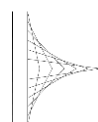
L'impact des chantiers est couvert par les achats stockés – contrepartie de la production immobilisée. La trajectoire retenue reconduit la moyenne 2022-2024 inflatée.

| K€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|-----------------------------------|-------|-------|-------|-------|---------|
| Demande initiale Gaz de Barr | 162,1 | 77,3 | 66,6 | 66,8 | 93,2 |
| Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire | 158,4 | 73,5 | 62,8 | 63,0 | 89,4 |
| Ecart (€) | -3,7 | -3,7 | -3,8 | -3,9 | -3,8 |
| Ecart (en % du poste) | -2,3% | -4,8% | -5,7% | -5,8% | -4,6% |

Tableau 15 - Achats stockés demande et proposition

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

Suite à des échanges avec la CRE courant juillet 2025, au sujet du calcul des CCN, nous avons dû revoir notre trajectoire d'investissements car nous avons omis d'inflater ces éléments sur la trajectoire ATRD 7. Les groupes G1 et G1bis constituent la totalité de la production immobilisée. Voici l'extrait du tableau des CCN modifiés avec la CRE début juillet 2005.



| Année de mise en service | G1 | | | G1B | | | TOTAL |
|--------------------------|---------------------------|--------------|--------------|---------------------------|--------------|--------------|-----------|
| | Conduites et branchements | | | Conduites et branchements | | | |
| | 45 ou 50 ans | | | 30 ans | | | |
| | Assiette | Retraitement | VB retraitée | Assiette | Retraitement | VB retraitée | |
| 2025 | | | 804 220 | | | 162 880 | 967 100 |
| 2026 | | | 1 598 924 | | | 165 812 | 1 764 735 |
| 2027 | | | 739 341 | | | 168 796 | 908 137 |
| 2028 | | | 722 693 | | | 171 835 | 894 528 |
| 2029 | | | 739 024 | | | 174 928 | 913 951 |

En conséquence, il convient donc de reporter ces modifications sur les OPEX qui contribuent à la production immobilisée.

Le tableau de la production immobilisée en zone péréquée, en page 60 de notre dossier tarifaire devient

| CONCESSIONS HISTORIQUES | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|-----------------------------|----------------|------------------|----------------|----------------|------------------|----------------|----------------|----------------|
| Achats stockés | 74 990 | 127 172 | 50 192 | 76 350 | 155 449 | 68 574 | 58 108 | 59 154 |
| Achats matériels et travaux | 450 274 | 636 126 | 440 991 | 615 890 | 1 274 679 | 559 138 | 542 372 | 552 135 |
| Achats non stockés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres charges | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| sous-total | 525 264 | 763 298 | 491 183 | 692 240 | 1 430 127 | 627 712 | 600 480 | 611 288 |
| Charges indirectes | 99 854 | 160 742 | 125 339 | 162 880 | 168 796 | 174 928 | 181 282 | 187 867 |
| Charges de personnel | 111 635 | 82 232 | 92 807 | 111 980 | 165 812 | 105 498 | 112 767 | 114 796 |
| TOTAL | 736 753 | 1 006 272 | 709 329 | 967 100 | 1 764 735 | 908 137 | 894 528 | 913 951 |
| Charges directes | 636 899 | 845 530 | 583 989 | 804 220 | 1 595 939 | 733 210 | 713 246 | 726 085 |
| Charges indirectes | 99 854 | 160 742 | 125 339 | 162 880 | 168 796 | 174 928 | 181 282 | 187 867 |
| part travaux/total | 61,1% | 63,2% | 62,2% | 63,7% | 72,2% | 61,6% | 60,6% | 60,4% |
| part achats/total | 10,2% | 12,6% | 7,1% | 7,9% | 8,8% | 7,6% | 6,5% | 6,5% |
| part CI/total | 13,6% | 16,0% | 17,7% | 16,8% | 9,6% | 19,3% | 20,3% | 20,6% |
| part personnel/total | 15,2% | 8,2% | 13,1% | 11,6% | 9,4% | 11,6% | 12,6% | 12,6% |

La nouvelle matrice trajectoire est fournie en annexe au document. Le tableau au point B.2 est modifié comme suit :

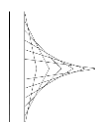
| K€ | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|------------------------------------------|------|---------|-------|-------|-------|
| Prévisionnel total travaux | | 1 430,1 | 627,7 | 600,4 | 611,3 |
| Demande ATRD7 Achats stockés immobilisés | | 155,4 | 68,6 | 58,1 | 59,1 |

Commentaires Gaz de Barr :

Nous acceptons l'ajustement de l'auditeur sur ce poste pour la partie non-immobilisée prenant en compte la moyenne 2022-2024 comme référence pour le peu que le calcul prenne en compte les inflations des années 2023 et 2024.

Après recalcul, en tenant de l'ajustement de l'auditeur et de la correction de la part immobilisée, il en résulte le tableau suivant :

| K€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|----|------|------|------|------|---------|
|----|------|------|------|------|---------|



| | | | | | |
|---------------------------|-------|------|------|------|------|
| Demande Gaz de Barr | 162,1 | 77,3 | 66,6 | 66,8 | 93,2 |
| Proposition du Consultant | 164,1 | 77,4 | 67 | 68,3 | 94,2 |

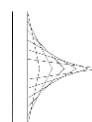
5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La trajectoire des achats stockés pour la période ATRD7 résulte de la somme de la partie immobilisée et de la partie non immobilisée.

- Après l'acceptation de notre proposition dans le rapport contradictoire par l'exploitant, la méthodologie de reconduction de la moyenne 2022-2024 sera maintenue pour les achats stockés non immobilisés.
- La partie immobilisée dépend de la production immobilisée, qui a été à nouveau actualisée dans la réponse de l'opérateur. Cette mise à jour sera considérée, mais la méthodologie d'appréciation qui consiste à ramener à 10,3 % la part des charges directes qui incombent aux achats stockés est maintenue. Ce taux de 10,3 % correspond à la moyenne du ratio de la part immobilisée et des coûts de matériaux dans la production immobilisée, qui se trouve dans la trajectoire ATRD7.

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|---------------------------------|-------|-------|------|------|---------|
| Demande initiale Gaz de Barr | 162,1 | 77,3 | 66,6 | 66,8 | 93,2 |
| Demande mise à jour Gaz de Barr | 162,2 | 77,4 | 66,7 | 67,0 | 93,3 |
| Ajusté PIA-AEC final | 153,9 | 73,4 | 70,4 | 70,7 | 92,1 |
| Ecarts (en valeur) | -8,3 | -4,0 | 3,7 | 3,7 | -1,2 |
| Ecarts (en % du poste) | -5,1% | -5,2% | 5,5% | 5,6% | 0,2% |

Tableau 16 - Achats stockés demande et proposition finale



C. Achats de matériel, équipement et travaux

Les « achats de matériel, équipement et travaux » désignent les achats d'équipements physiques, de matériels techniques et de prestations de travaux, généralement liés au développement des infrastructures ou à des opérations de maintenance lourde. Ce poste représente environ **28,8%** des CNE.

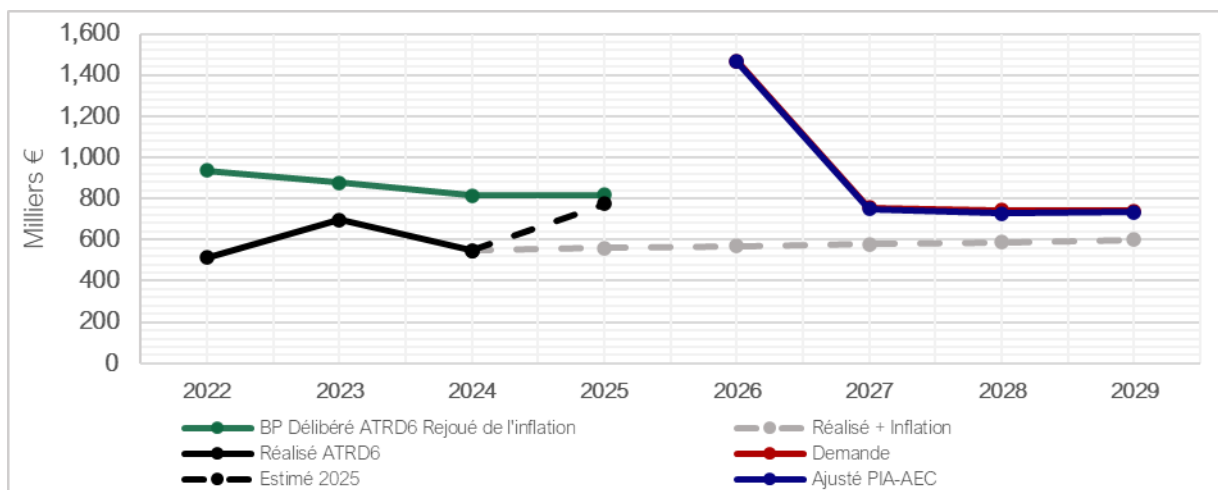


Figure 4 - Achat de matériel, équipement et travaux

1) Bilan ATRD 6

La trajectoire ATRD6 avait considéré deux sous-poste : une part non immobilisée et une contrepartie de la production immobilisée. Pour la partie non immobilisée, le délibéré a été calculé sur la base de la moyenne des années 2018-2020. Pour la partie immobilisée, la trajectoire a été déterminée sur la base de la production immobilisée.

Avec une moyenne de 587k€, les réalisations de la période ATRD6 ont été continuellement inférieures au niveau de la délibération, soit en moyenne 876k€.

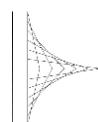
2) Explication de la demande par Gaz de Barr

La demande de Gaz de Barr pour la période ATRD7 considère une contre-partie de la production immobilisée et une part non immobilisée.

Part immobilisée

Cette partie représente environ 80% du poste. Pour la partie immobilisée, on constate une diminution par rapport au niveau de la période ATRD6, à l'exception de l'année 2026. Gaz de Barr fait référence ici à la planification des projets de construction pour la période ATRD6.

| K€ | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|------------------------------------------|-------|---------|-------|-------|-------|
| Prévisionnel total travaux | 681,7 | 1.381,3 | 595,4 | 559,1 | 559,1 |
| Demande ATRD7 Achats stockés immobilisés | 605,0 | 1.230,0 | 530,0 | 505,0 | 505,0 |



| Ratio (en %) | 88,8% | 89,0% | 89,0% | 90,3% | 90,3% |
|--------------|-------|-------|-------|-------|-------|
|--------------|-------|-------|-------|-------|-------|

Tableau 17 - Comparaison de la partie immobilisée des achats de matériel, équipement et travaux et les travaux dans la production immobilisée

Part non-immobilisée

La partie non immobilisée montre en revanche une nette augmentation, expliquée par l'opérateur par une augmentation dans un certain nombre de sous-postes :

- Le poste **refacturation clients**, nul en 2022 a connu une nette augmentation de 2023 (4.5 k€) à 2024 (42.3 k€). Le compte miroir des travaux pour tiers se comporte de manière équivalente. Gaz de Barr reconduit un coût de 43k€ pour la période ATRD7.
- Pour le coût de l'**audit CICM**, une prévision a été estimée à 10k€ par an.
- Compte tenu de la nouvelle réglementation européenne, Gaz de Barr suppose une forte augmentation des coûts de la **recherche des fuites**. De 3k€ en moyenne pour les années 2022-24, Gaz de Barr augmente son prévisionnel à 10k€ pour la période ATRD7.
- Pour le poste **cartographie numérique**, la moyenne des années 2022-2024 a été prise en compte et les coûts d'amélioration de la classe de précision des ouvrages gaz, d'un montant de 23k€, ont été répartis sur cinq ans et additionnés.
- La **protection cathodique** est augmentée à 17k€ en raison des nouvelles exigences de GRT Gaz.
- Le poste **relève** montre une augmentation particulière qui s'explique par l'externalisation récente de cette fonction.

3) Appréciation pré-contradictoire de la demande

Part immobilisée

La trajectoire de l'opérateur a été reprise (voir appréciation de la part immobilisée des achats stockés).

Part non-immobilisée

Pour les sous-postes « protection cathodique », « informatique », « recherche de fuite » et « divers » la demande de l'opérateur a été reprise.

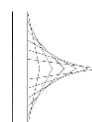
Pour les sous-postes « astreinte téléphonique », « entretien postes et conduites », « enlèvement branchement gaz », la trajectoire retient moyenne 2022-2024 jouée de l'inflation ; aucun élément ne permettant d'envisager des évolutions importantes sur la période ATRD 7 par rapport au réalisé.

Pour le sous-poste « audit CICM », la valeur 2024 a été reconduite de l'inflation. En matière de relève, l'estimation 2025 a été reconduite de l'inflation.

Concernant la cartographie numérique, à la moyenne 2022-2023 jouée de l'inflation, les coûts associés à l'amélioration de la précision, joués de l'inflation ont été ajoutés jusqu'en 2028. Ces coûts sont estimés par l'opérateur à 22 k€ pour cinq ans à partir de 2024.

Concernant le sous-poste « refacturation clients », la moyenne 2022-2024 a été reprise.

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|----|------|------|------|------|---------|
|----|------|------|------|------|---------|



| | | | | | |
|-----------------------------------|---------|-------|-------|-------|-------|
| Demande initiale Gaz de Barr | 1,422,8 | 726,3 | 704,8 | 694,4 | 887,1 |
| Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire | 1,370,7 | 672,3 | 649,5 | 647,3 | 835,0 |
| Ecart (en valeur) | -52,1 | -53,9 | -55,3 | -47,1 | -52,1 |
| Ecart (en % du poste) | -3,7% | -7,4% | -7,8% | -6,8% | -6,4% |

Tableau 18 - Achats de matériel, équipement et travaux demande et proposition

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

Suite à des échanges avec la CRE courant juillet 2025, au sujet du calcul des CCN, nous avons dû revoir notre trajectoire d'investissements car nous avons omis d'inflater ces éléments pour la trajectoire ATRD 7. Les groupes G1 et G1bis impactent la matrice des OPEX. Seules quelques lignes de matrice sont affectées, celles qui portent la production immobilisée.

En conséquence, il convient donc de reporter ces modifications sur les OPEX pour les travaux qui sont fléchés en production immobilisée.

La nouvelle matrice trajectoire est fournie en annexe au document. Le tableau au point C.2 est modifié comme suit.

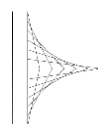
| K€ | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|------------------------------------------------|------|---------|-------|-------|-------|
| Prévisionnel total travaux | | 1 430.1 | 627.7 | 600.4 | 611.3 |
| Demande ATRD7 Matériel, équipements et travaux | | 1 274.7 | 559.1 | 542.4 | 552.1 |

Nous acceptons les ajustements de l'auditeur pour la partie non-immobilisée, sauf pour les postes relève, refacturation clients et cartographie numérique, pour le peu que le calcul prenne en compte les inflations des années 2023 et 2024.

Nous contestons l'ajustement de l'auditeur sur le poste relève dans la mesure où premièrement ce poste n'est même pas évoqué dans le pré-rapport (aucune documentation ni argumentation).

Après analyse du fichier de calcul, il s'avère que l'auditeur a omis l'information en page 40 de notre dossier tarifaire stipulant que l'externalisation de la relève n'est intervenue qu'au 01/11/2024. En l'occurrence, l'année 2025 ne porte que 10/12 de la prestation. La prestation annuelle est bien de 72 kEur (maille GRD Eur 2025). La valeur de référence à retenir en Eur 2024 est donc 12/10 de celle retenue par l'auditeur.

Nous contestons l'ajustement de l'auditeur sur le poste refacturation clients. En effet, nous avons changé nos pratiques comptables courant 2023 pour isoler spécifiquement ces charges qui sont à mettre en face du poste de recettes « prestations pour tiers ». Il ne convient donc pas de moyenner les valeurs 2022-2024 de ce sous-poste mais de ne conserver que la valeur 2024 comme référence. S'il devait y avoir un ajustement sur ce sous-poste, il conviendrait d'en appliquer un par symétrie sur le poste de recettes en partant du principe que le poste de charge représente 60% du poste de recettes.



Nous contestons l'ajustement de l'auditeur sur le poste cartographie numérique. Cet ajustement part du postulat de l'auditeur que notre plan d'amélioration de la classe de précision de nos ouvrages va coûter 22.7 kEur sur la période 2024-2028.

Or, notre programme va bien s'étaler sur 5 ans à compter de 2024 mais nous n'avons pas détaillé le montant de ce plan. Nous avons juste évoqué dans le questionnaire que nos dépenses sur le poste cartographie numérique en 2024 ont été de 22.7 kEur soit une forte augmentation par rapport aux années précédentes puisque l'année 2024 marque le début de notre campagne.

Notre budget a été construit sur la méthodologie suivante : 7.223 kEur (2024)/an pendant 5 ans pour l'amélioration de la classe de précision et 7.776 kEur (2024)/an pour le standard. Soit bien un total de 15 kEur (2024) à la maille du GRD.

Après recalcul, en tenant des ajustements de l'auditeur, de la modification sur les postes relève et refacturation clients et de la correction de la part immobilisée, il en résulte le tableau suivant :

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|---------------------|---------|-------|-------|-------|---------|
| Demande Gaz de Barr | 1,422.8 | 726.3 | 704.8 | 694.4 | 887.1 |
| Ajusté PIA-AEC | 1,457.8 | 745.6 | 732.1 | 737.7 | 918.3 |

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

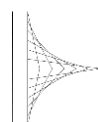
Dans une large mesure, la méthodologie de l'appréciation - en tenant compte des données mises à jour sur la production immobilisée - est acceptée par l'opérateur. La trajectoire des achats stockés pour la période ATRD7 résulte de la somme de la partie immobilisée et de la partie non immobilisée :

La **partie immobilisée** est calculée sur la base d'un pourcentage de 89,7 %, ce qui correspond au ratio moyen des achats de matériel, d'équipement et de travaux par rapport aux coûts totaux de matériel issus des immobilisations de production dans la demande ATRD7. Il s'agit donc du complément des 10,3 % des coûts qui sont imputés sur les stocks achetés au cours de la période ATRD7. Cette procédure a été adoptée par l'opérateur pour les achats stockés.

Pour les **achats de matériel, équipement et travaux non immobilisés**, la plupart des postes évoluent de manière uniforme sur la base de la moyenne des années 2022 à 2024, en fonction de l'inflation.

À la suite du retour contradictoire de Gaz de Barr, les sous-comptes suivants présentent une trajectoire particulière :

- Les facturations clients suivront avec un pourcentage constant (conformément à la demande de Gaz de Barr) de 59,2 % des prestations pour tiers.
- Pour la cartographie numérique, les coûts se composent de 7 776 € par an pour la maintenance de base et de 7 223 € dans le cadre d'une amélioration de la classe de précision. Ces coûts sont indexés sur l'inflation. Selon les commentaires de l'opérateur dans son contradictoire, cette campagne étant un projet d'une durée de 5 ans, la trajectoire reviendra au budget de base en 2029.



- Pour la trajectoire des coûts de la relève, la demande de Gaz de Barr est reprise.

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|---------------------------------|---------|-------|-------|-------|---------|
| Demande Gaz de Barr initiale | 1.422,8 | 726,3 | 704,8 | 694,4 | 887,1 |
| Demande Gaz de Barr mise à jour | 1.467,5 | 755,4 | 742,2 | 741,5 | 926,7 |
| Ajusté PIA-AEC final | 1,465.2 | 748.6 | 727.4 | 732.9 | 918.5 |
| Ecart (en valeur) | -2.3 | -6.9 | -14.7 | -8.6 | -8.1 |
| Ecart (en % du poste) | -0.2% | -0.9% | -2.0% | -1.2% | -1.1% |

Tableau 19 - Achats de matériel, équipement et travaux demande et proposition finale

D. Achats matières et fournitures non stockées

Ce poste couvre les achats de matières et de fournitures utilisées immédiatement, comme des carburants, outillages et équipements divers. Ce poste représente **1,9% des CNE**.

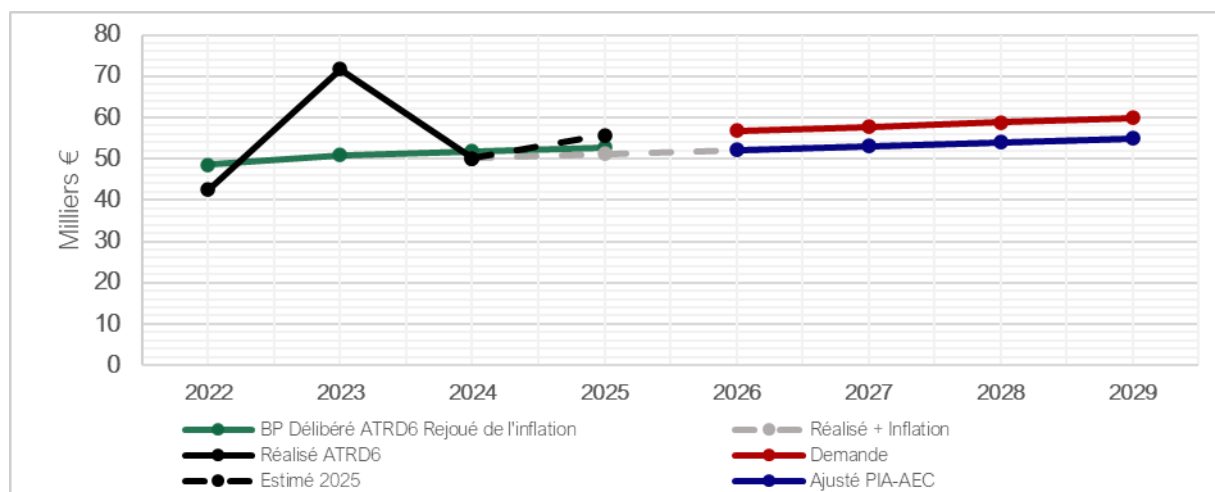


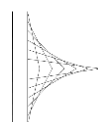
Figure 5 – Achat de matières et fournitures non stockées

1) Bilan ATRD 6

Le délibéré de la période ATRD6 a été calculé sur la base de la moyenne des années 2018-2020. A l'exception de l'année 2023, les valeurs réalisées sont très proches de la trajectoire de la délibération. Gaz de Barr explique le pic en 2023 par une augmentation des coûts du petit outillage et de l'équipement.

2) Explication de la demande par Gaz de Barr

Pour la demande ATRD7, Gaz de Barr prend la moyenne du réalisé des années 2022-2024 et le reconduit en l'indexant sur l'inflation.



3) Appréciation pré-contradictoire de la demande

A l'exception de l'année 2023, la trajectoire suivie jusqu'à présent par l'inflation est correcte. La proposition part donc du réalisé de l'année 2024 et le poursuit en l'indexant sur l'inflation. L'utilisation de la moyenne ne semble pas pertinente en raison de l'augmentation en 2023.

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|-----------------------------------|-------|-------|-------|-------|---------|
| Demande Gaz de Barr | 56,8 | 57,8 | 58,8 | 59,9 | 58,3 |
| Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire | 52,0 | 53,0 | 53,9 | 54,9 | 53,4 |
| Ecart (en valeur) | -4,8 | -4,8 | -4,9 | -5,0 | -4,9 |
| Ecart (en % du poste) | -8,4% | -8,4% | -8,4% | -8,4% | -8,4% |

Tableau 20 – Achats matières et fournitures non stockés demande et proposition

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

Nous contestons l'ajustement de l'auditeur sur ce poste prenant en compte uniquement la valeur 2024 comme référence.

Comme ce poste ne présente pas globalement de tendance structurelle à la hausse ou à la baisse, nous avons retenu initialement comme référence la moyenne 2022-2024.

Toutefois, étant donné que l'auditeur a obtenu de notre part, dans le questionnaire, le détail des sous-postes, nous proposons de les exploiter et d'emprunter une démarche méthodologique impartiale.

Le sous-poste « carburant » montre une tendance baissière, nous retenons donc comme référence la valeur 2024. Pour les autres sous-poste, aucune tendance baissière ou haussière n'apparaissait sur la période, nous prenons comme référence la moyenne 2022-2024

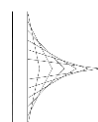
Après recalcul, en tenant de la correction méthodologique, il en résulte le tableau suivant :

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|---------------------|------|------|------|------|---------|
| Demande Gaz de Barr | 56.8 | 57.8 | 58.8 | 59.9 | 58.3 |
| Ajusté PIA-AEC | 54.5 | 55.5 | 56.5 | 57.5 | 56 |

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

Les fortes fluctuations, qui se matérialisent dans tous les sous-postes du réalisé 2023, s'écartent de la cohérence des valeurs des années 2022 et 2024 avec la trajectoire indexée sur l'inflation de la dernière délibération. Cet écart est conjoncturel dans le contexte de la volatilité générale des prix cette année et non représentatif.

La trajectoire ATRD7 résulte de manière cohérente du réalisé de l'année 2024 plus l'inflation.



| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|-----------------------|-------|-------|-------|-------|---------|
| Demande Gaz de Barr | 56,8 | 57,8 | 58,8 | 59,9 | 58,3 |
| Ajusté PIA-AEC final | 52,0 | 53,0 | 53,9 | 54,9 | 53,4 |
| Ecart (en valeur) | -4,8 | -4,8 | -4,9 | -5,0 | -4,9 |
| Ecart (en % du poste) | -8,4% | -8,4% | -8,4% | -8,4% | -8,4% |

Tableau 21 – Achats matières et fournitures non stockés demande et proposition finale

E. Loyers, crédit-bail et charges locatives

Les « loyers, crédit-bail et charges locatives » regroupent les dépenses liées à la location de bâtiments, aux baux administratifs et à la location de véhicules, que ce soit par des contrats de location classiques ou par crédit-bail. Ce poste représente **0,5% des CNEs**.

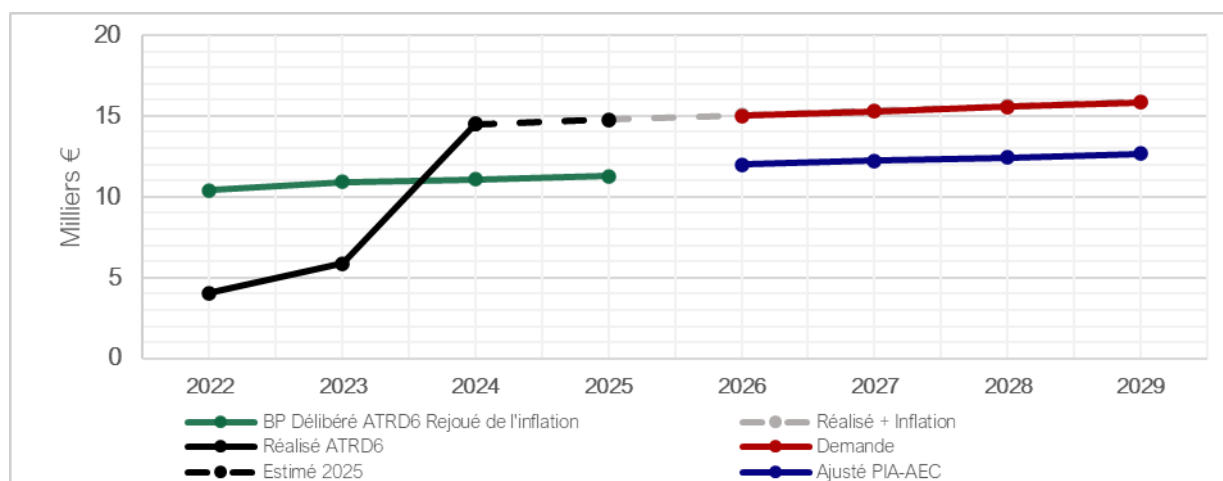


Figure 6 – Loyers, crédit-bail et charges locatives

1) Bilan ATRD6

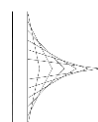
La trajectoire prévisionnelle s'élève en moyenne à 11k€ et a été calculée sur la base du prévisionnel 2021. Le réalisé dépasse le prévisionnel en 2024, ce que Gaz de Barr justifie par un nouveau contrat de leasing des véhicules électriques. Gaz de Barr justifie cette décision par le manque d'expérience concernant la durée de vie des batteries électriques.

2) Explication de la demande par Gaz de Barr

La demande pour la période ATRD 7 correspond au réalisé 2024 inflaté.

3) Appréciation pré-contradictoire de la demande

Ce poste fait partie de ceux qui ne sont pas affectés par les comptes 699. Le réalisé tarifaire a donc pu être associé aux comptes correspondant de la balance comptable



| En € | 2022 | 2023 | 2024 |
|--------------------------------|------|------|------|
| Crédit-bail voiture électrique | 0 | 0 | 4703 |
| Matériels et outillage | 3152 | 2940 | 7944 |
| Mobil.et mater. de bureau | 898 | 1529 | 1713 |
| Autres locations | 114 | 1386 | 207 |

La trajectoire proposée est construite comme suit :

- Crédit-bail voiture électrique, mobilier et matériel de bureau, autres locations : réalisé 2024 inflaté
- Matériel et outillage : moyenne 2022-2023 rejouée de l'inflation (2024 est une année singulière)

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|-----------------------------------|--------|--------|--------|--------|---------|
| Demande Gaz de Barr | 15,0 | 15,3 | 15,6 | 15,9 | 15,4 |
| Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire | 10,1 | 10,3 | 10,4 | 10,6 | 10,4 |
| Ecart (en valeur) | -4,9 | -5,0 | -5,1 | -5,2 | -5,1 |
| Ecart (en% du poste) | -32,9% | -32,9% | -32,9% | -32,9% | -32,9% |

Tableau 22 - Loyers, crédit-bail et charges locatives demande et proposition

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

Nous contestons la démarche méthodologique de l'auditeur sur ce poste.

Comme ce poste ne présente pas globalement de tendance structurelle à la hausse ou à la baisse, nous avons retenu initialement comme référence la moyenne 2022-2024.

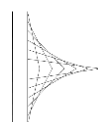
Toutefois, étant donné que l'auditeur a ressorti de nos données comptables le détail des sous-postes, nous proposons de les exploiter et d'emprunter une démarche méthodologique impartiale.

Pour le sous-poste « autres locations » aucune tendance baissière ou haussière n'apparaissait sur la période, nous prenons donc comme référence la moyenne 2022-2024.

Pour le sous-poste « matériel et outillage », l'auditeur considère que l'année 2024 est singulière sans qu'aucune question en ce sens nous ait été posée. En réalité, si la question nous avait été posée, nous aurions pu vous confirmer que cette donnée n'était une année singulière. Il convient donc sur ce sous-poste de retenir la moyenne 2022-2024.

Après recalcul, en tenant de la correction méthodologique, il en résulte le tableau suivant :

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|----|------|------|------|------|---------|
|----|------|------|------|------|---------|



| | | | | | |
|---------------------|------|------|------|------|------|
| Demande Gaz de Barr | 15.0 | 15.3 | 15.6 | 15.9 | 15.4 |
| Ajusté PIA-AEC | 12.2 | 12.4 | 12.6 | 12.9 | 12.5 |

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

Les différentes sous-positions de ce compte sont toutes relativement modestes, ce qui les rend facilement sujettes à de fortes fluctuations. Puisque l'opérateur nous a assuré dans son contradictoire que toutes les valeurs réalisées de la période ATRD6 sont significatives, la trajectoire ATRD7 se base donc sur la moyenne des années 2022 à 2024, sauf pour les dépenses liées au véhicule électrique.

Ces dernières ont été exclues de cette approche, reconduisant le réalisé 2024 indexé sur l'inflation. Le véhicule est loué par l'opérateur depuis 2024. Dans un échange direct avec l'opérateur, ce dernier a expliqué que, en raison de l'incertitude de la durée de vie des batteries modernes, une solution de location a été préférée à un achat fixe. En comparaison avec les prix actuels du marché pour les véhicules électriques en leasing, les coûts annuels émergents pour la catégorie de véhicules ne sont pas exceptionnels.

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|-----------------------|--------|--------|--------|--------|---------|
| Demande Gaz de Barr | 15,0 | 15,3 | 15,6 | 15,9 | 15,4 |
| Ajusté PIA-AEC final | 11,9 | 12,1 | 12,3 | 12,5 | 12,2 |
| Ecart (en valeur) | -3,1 | -3,2 | -3,3 | -3,3 | -3,2 |
| Ecart (en % du poste) | -21.0% | -21.0% | -21.0% | -21.0% | -21.0% |

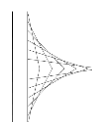
Tableau 23 – Loyers, crédit-bail et charges locatives demande et proposition finale

F. Redevances

[Confidentiel]

G. Services extérieurs entretien et maintenance

Les "services extérieurs entretien et maintenance" désignent les prestations facturées par des entreprises externes pour assurer l'entretien courant et les réparations du réseau, des équipements techniques et des installations. Ce poste représente **13,94% des CNE**.



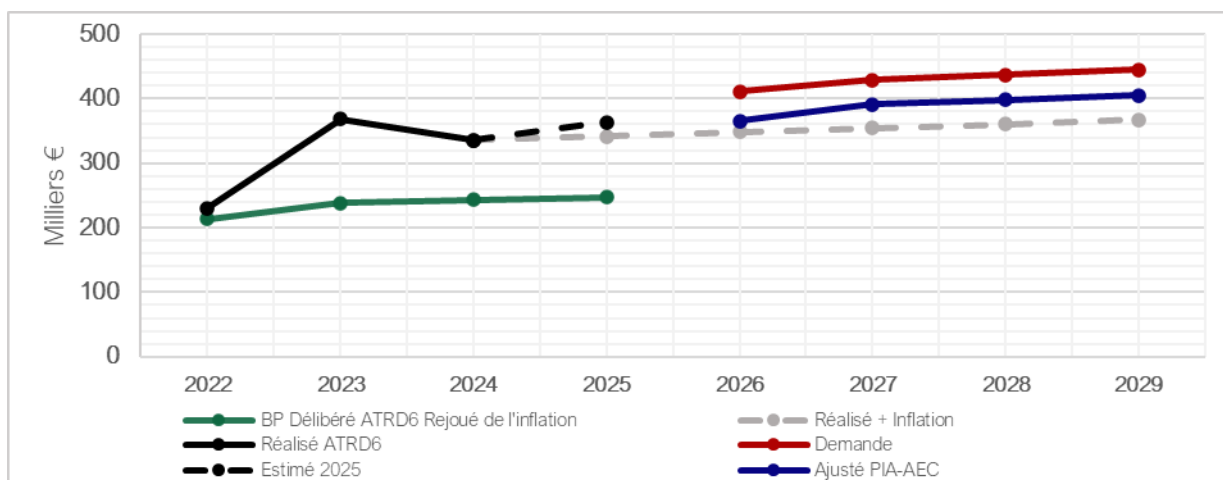


Figure 7 – Services extérieurs, entretien et maintenance

1) Bilan ATRD 6

Les charges relatives aux services extérieurs entretien et maintenance étaient nettement supérieures à celles de la trajectoire prévisionnelle ATRD6, qui se composait de la moyenne actualisée des années 2018-2020, à laquelle avaient été ajoutées des charges supplémentaires pour un méthanisateur et d'autres installations. Les réalisés 2023 et 2024 sont tous deux supérieurs à la délibération d'environ 100k€ et le prévisionnel 2025 dépasse également la valeur délibérée d'environ ce montant.

Ainsi, la moyenne réalisée de 2022 à 2024 était de 312k€ contre une moyenne de 232k€.

Services extérieurs informatiques

Une part importante de l'augmentation des coûts en 2023 s'explique par le passage d'EGEE à Efluid avec un coût annuel constant d'environ 130 000 €. En outre, Gaz de Barr explique que « la structure de coûts future changera dans la mesure où le coût de l'infrastructure externalisée pour la « Facturation électronique » augmentera considérablement, tandis que le coût de la maintenance des infrastructures spécifiques RGDS et ACESI diminuera pour atteindre un coût annuel de 10.000 € ».

Services extérieurs entretien et maintenance hors informatique

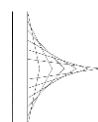
Une forte augmentation est enregistrée ici en 2023, ce qui est dû en particulier aux coûts émergents de la maintenance du poste d'injection de biométhane ainsi qu'à une augmentation dans le poste « installation de distribution ».

2) Explication de la demande par Gaz de Barr

Gaz de Barr a détaillé sa demande comme suit : [confidentiel]

A partir du détail de ces sections analytiques, Gaz de Barr ajuste les coûts de la manière suivante (à la maille du GRD – les données 2025-2029 sont en euros constants 2024) :

+ Intégration des coûts d'externalisation de son infrastructure informatique soit 60 kEur/an à compter de 2026 (cf VI.1),



+ Ajout des coûts associés à la facturation électronique à hauteur de 20 kEur/an à compter de 2027,

Gaz de Barr indique avoir besoin de 2 PDP (Plateforme de dématérialisation partenaire) pour gérer à sa taille la facturation électronique. Efluid a contractualisé avec 1 PDP pour l'ensemble de ses clients (Generix). L'opérateur n'aura pas la possibilité d'utiliser ce PDP pour la facturation hors Efluid et les factures fournisseurs et sera dans l'obligation de retenir un second PDP.

+ Baisse du coût de la maintenance de son infrastructure informatique à compter 2026. Elle passera de 38,4 à 10 kEur/Eur (RGDS et ACESI),

+ Pour les autres sections, l'opérateur retient par défaut la moyenne 2022-2024 sauf pour la cartographie numérique et Efluid

3) **Appréciation pré-contradictoire de la demande**

Services extérieurs hors informatique

Le détail fourni au niveau du dossier tarifaire concorde avec les données issues des comptes comptables dissociés mais n'intègre pas le retraitement du périmètre péréqué (multiplication par ~0.97 des coûts issus de la balance dissociée à l'échelle du GRD, comme expliqué par l'opérateur). Les valeurs de références 2022-2024 ont été ajustées en conséquence.

La moyenne 2022-2024 a été retenue pour l'ensemble des sous-postes qui présentent une bonne régularité sur la période.

Pour les postes Matériel de transport et injection biométhane, la valeur 2024 a été reconduite de l'inflation.

Services extérieurs informatiques

Les valeurs de références ont été reprises à partir des comptes dissociés au contour régulé. [confidentiel]

La trajectoire proposée ne retient pas les coûts associés à Gazpar, ni de frais d'administration, conformément à la demande de l'opérateur.

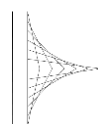
Cartographie numérique : Gaz de Barr présente des coûts récurrents pour la maintenance du système de cartographie et des coûts périodiques pour la mise à jour des fonds de plans. La trajectoire retient ainsi la moyenne 2022-2024 comme base de la proposition ATRD7.

Moyens informatiques GRD Gaz, tels que décomposés par l'opérateur, les coûts réalisés se décomposent en coûts efluid et autres coûts. Les éléments transmis ne permettent pas de penser que ces coûts seront reconduits sur l'ATRD7. C'est ainsi la moyenne 2023-2024 hors efluid et jouée de l'inflation qui a été reconduite.

Relève de compteurs Gaz : la valeur 2024 apparaît singulière. C'est ainsi une moyenne 2022-2023 jouée de l'inflation qui a été retenue.

Efluid et hébergement Efluid (sous informatique générale) : La trajectoire retient ici la moyenne des années 2023 et 2024 jouée de l'inflation pendant lesquelles Gaz de Barr a déjà pleinement utilisé les services d'Efluid.

Externalisation de l'infrastructure informatique et maintenance de l'infrastructure informatique : sur la période 2022-2024, Gaz de Barr affiche 43k€ de coûts de maintenance de l'infrastructure



informatique (lignes RGDS et ACESi ci-dessus). A partir de 2026, l'opérateur maintient 10k€ de coûts de maintenance de l'infrastructure et ajoute 60k€ pour l'externalisation de l'infrastructure informatique. Le choix de l'opérateur en matière d'infrastructure informatique doit être économiquement justifié : ainsi, si l'opérateur choisi l'externalisation, les coûts de l'externalisation doivent être à minima couverts par des économies sur d'autres postes. La trajectoire 2026-2029 retient ainsi une trajectoire basée sur la moyenne 2022-2024 rejouée de l'inflation pour la somme de ces trois lignes (RGDS, ACESi, Externalisation infra).

Facturation électronique la trajectoire retient la demande de l'opérateur.

Compta : La trajectoire retient la moyenne 2022-2023, la valeur 2024 retenue par Gaz de Barr pour sa demande n'a pas été expliquée et il n'y a pas eu de changements externes significatifs dans la période ATRD6 qui pourraient expliquer cette augmentation.

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|-----------------------------------|--------|--------|--------|--------|---------|
| Demande Gaz de Barr | 411,3 | 428,9 | 436,6 | 444,5 | 430,3 |
| Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire | 314,9 | 331,1 | 337,1 | 343,2 | 331,6 |
| Ecart (en valeur) | -96,3 | -97,8 | -99,5 | -101,3 | -98,7 |
| Ecart (en % du poste) | -23,4% | -22,8% | -22,8% | -22,8% | -23,0% |

Tableau 24 - Services extérieurs, entretien et maintenance demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

Commentaires relatifs aux services extérieurs informatiques

Nous acceptons l'ajustement de l'auditeur sur ce sous-poste « services extérieurs hors informatique » pour le peu que le calcul prenne en compte les inflations des années 2023 et 2024.

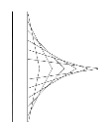
Pour ce qui concerne la remarque comme quoi nous n'aurions pas appliqué le coefficient de péréquation sur les éléments de notre dossier tarifaire, il est nécessaire de rappeler que les données affichées dans le dit-dossier sont affichées en page 42 avec un titre indiquant que ces données sont fournies à la maille du GRD.

Les données numériques utilisées par la suite dans les fichiers prennent bien en compte le coefficient de péréquation et sont exactement conformes aux données qui sont inscrites dans votre fichier de calcul.

Commentaires relatifs aux services extérieurs hors informatiques

Pour plus de clarté, nous avons scindé la section GRD GAZ sur les deux sous-postes le constituant. C'est d'ailleurs ainsi que se présente les données dans votre fichier de calcul.

L'auditeur estime, sans qu'aucune question ne nous ait été posée, sans argument ni documentation, que la valeur 2024 est une valeur singulière.



Il n'en est rien et comme aucune tendance haussière ou baissière ne se dégage, il convient de retenir la moyenne 2022-2024 comme référence pour ce sous-poste.

L'échange lors du pré-contradictoire aura été bénéfique sur la compréhension pour l'auditeur des problématiques qui sont les nôtres pour ce qui concerne les risques cyber-criminels.

Notre dossier tarifaire, en page 35 et 36, expose les problématiques de nos infrastructures informatiques.

L'argument initial de l'auditeur consistant à opposer 70 kEur d'externalisation de l'infrastructure (60 kEur pour l'hébergement pur et 10kEur pour la maintenance de celle-ci) aux 43 kEur actuels est incorrect.

L'auditeur ne tient pas compte dans son analyse du fait qu'il faille alors que nous dépensions de l'ordre de 100 kEur en CAPEX pour renouveler notre infrastructure d'ici au 01/01/2026. La durée d'amortissement étant de 5 ans pour ce groupe d'investissement, les CCN sont approximativement de l'ordre de 25 kEur/an sur la période ATRD 7.

Au final, cela ramène donc à opposer 70 kEur à une nouvelle valeur de 68 kEur

L'auditeur considère que nous n'avons pas justifié la valeur 2024 dans notre dossier tarifaire pour le sous-poste « comptabilité ».

Or, en page 35 et 36 de notre dossier, nous avons spécialement détaillé les évolutions de nos systèmes d'informations et en particulier les outils comptables (CEGID) qui ont évolué depuis la 01/10/2023.

Il est clairement stipulé que le nouvel outil comptable, un standard du marché, a coûté 23.1 kEur en 2024.

Il nous semble justifié que cette nouvelle valeur serve de référence pour ce sous-poste.

Nous acceptons l'ajustement de l'auditeur sur le sous-poste « services extérieurs hors informatique » pour le peu que le calcul prenne en compte les inflations des années 2023 et 2024.

Par contre, nous n'acceptons pas l'ajustement sur le sous-poste « services extérieurs informatiques » pour les raisons évoquées ci-dessus.

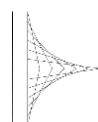
Après recalcul, en tenant compte des deux points précédents, il en résulte le tableau suivant :

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|---------------------|-------|-------|-------|-------|---------|
| Demande Gaz de Barr | 411.3 | 428.9 | 436.6 | 444.5 | 430.3 |
| Ajusté PIA-AEC | 372,6 | 392,4 | 399,5 | 406,6 | 392,8 |

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

Services extérieurs hors informatique

Pour les services extérieurs hors informatique, la trajectoire de Gaz de Barr est reprise pour une grande partie des sous-comptes, qui évoluent de manière cohérente par rapport au réalisé de la période ATRD6.



Seule la trajectoire ATRD7 des comptes « constructions » et « installations de distribution » est modifiée, puisque ces valeurs présentent une très forte volatilité, ce qui est tout à fait compréhensible dans le cadre des activités de construction. Alors que l'année 2024 affiche des coûts d'installation de distribution nuls, ceux des constructions sont nettement supérieurs aux années précédentes. Pour compenser cette volatilité la moyenne des années 2022-2024 est reconduite sur la base de l'inflation.

Services extérieurs informatiques

En l'absence d'informations contradictoires concernant la cartographie numérique et les moyens informatiques GRD Gaz, la méthodologie décrite dans l'appréciation pré-contradictoire est maintenue. Pour les coûts liés aux moyens informatiques GRD Gaz, la trajectoire efluid, tombée à zéro en 2024, est poursuivie. Les autres coûts des moyens informatiques continuent d'évoluer sur la base de la moyenne des années 2022 à 2024. Il en va de même pour la cartographie numérique.

Pour la trajectoire des coûts de relevé des compteurs, sur assurance de Gaz de Barr que toutes les valeurs de la période ATRD6 sont représentatives, la moyenne du réalisé est prise comme base de la trajectoire ATRD7.

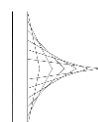
Pour les services extérieurs « informatique générale », les coûts de tous les sous-postes indiqués sont reportés conformément à la demande de Gaz de Barr. La différence entre le total et les différents sous-comptes (voir tableau 22) est reportée sur la base de la moyenne des années 2022-2024 indexée sur l'inflation.

| k€ | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | Moyenne |
|-----------------------|-------|-------|-------|-------|---------|
| Informatique générale | 115,5 | 196,0 | 194,6 | 205,6 | 177,9 |
| Dont autres | 12,2 | -0,9 | 4,4 | 16,9 | 8 |

Tableau 25 – Détails des charges informatiques dans les services extérieurs

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|-----------------------|--------|-------|-------|-------|---------|
| Demande Gaz de Barr | 411,3 | 428,9 | 436,6 | 444,5 | 430,3 |
| Ajusté PIA-AEC final | 365.7 | 390.8 | 397.8 | 405.0 | 389.8 |
| Ecart (en valeur) | -45.6 | -38.1 | -38.8 | -39.5 | -40.5 |
| Ecart (en % du poste) | -11.1% | -8.9% | -8.9% | -8.9% | -9.4% |

Tableau 26 – Services extérieurs, entretien et maintenance demande et proposition finale



H. Assurances

Le poste « assurances » regroupe les primes versées pour couvrir les risques liés à l'activité de l'entreprise, notamment l'assurance des installations, des véhicules, des locaux, ainsi que la responsabilité civile et les risques professionnels. Il représente **2.1% des CNE**.

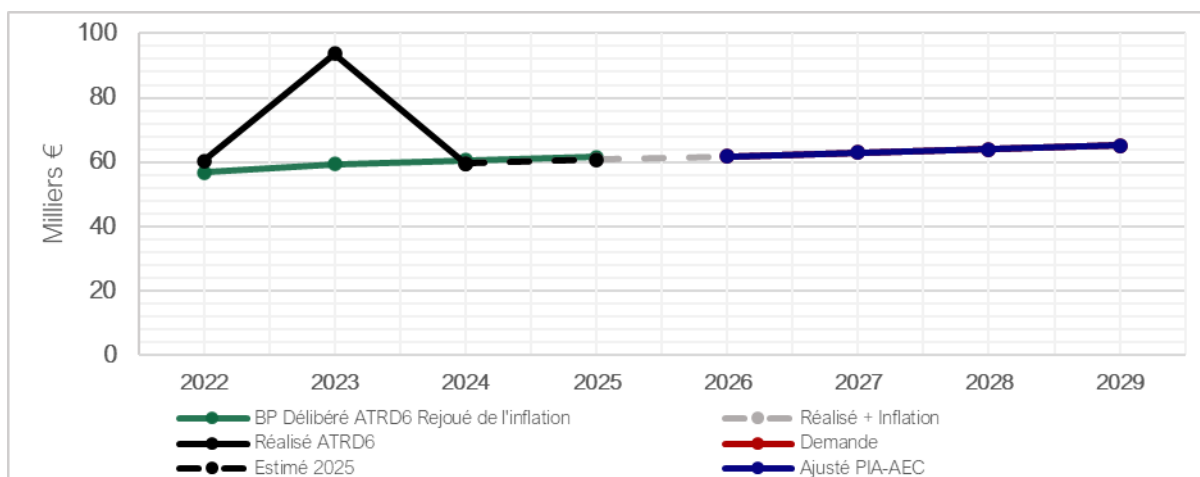


Figure 8 – Assurances

1) Bilan ATRD 6

Les coûts d'assurance montrent un pic significatif en 2023, ce qui a entraîné une déviation de 34 k€. Pour les années restantes de la période ATRD6, les valeurs réalisées étaient très proches de la délibération.

2) Explication de la demande par Gaz de Barr

La demande ATRD7 est basée sur la valeur de 2024 inflatée. Pour l'année 2024, pour le GRD Gaz, le détail des assurances est le suivant :

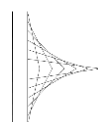
- + Assurance multirisques pour 6.7 kEur
- + Assurance RC pour 48.5 kEur
- + Assurance autos pour 5.1 kEur
- + Assurance RC dirigeants pour 0.5 kEur

3) Appréciation pré-contradictoire de la demande

A ce stade, la proposition de l'opérateur est retenue.

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|---------------------|------|------|------|------|---------|
| Demande Gaz de Barr | 61,8 | 62,9 | 64,0 | 65,2 | 63,5 |

Tableau 27 – Assurances – Demande de Gaz de Barr



4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

L'opérateur n'a pas ajouté de commentaires supplémentaires sur la trajectoire.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

Pour la proposition finale la trajectoire est reprise conformément à l'appréciation pré-contradictoire.

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|---------------------|------|------|------|------|---------|
| Demande Gaz de Barr | 61,8 | 62,9 | 64,0 | 65,2 | 63,5 |

Tableau 28 – Assurances demande et proposition finale

I. Prestations externes

Les « prestations externes » correspondent essentiellement aux coûts de personnel intérimaire ; ces intérimaires sont mobilisés avant les embauches définitives ou pour absorber les surcroûts d'activité. Ce poste représente 1,9% des CNE.

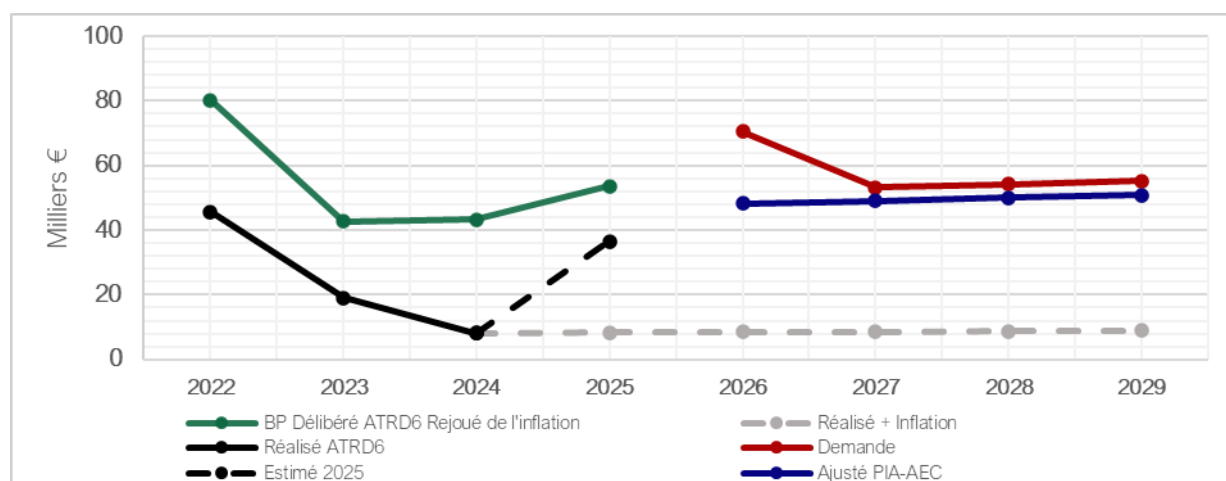
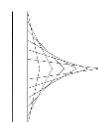


Figure 9 – Prestations externes

1) Bilan de la période ATRD 6

Le réalisé de la période ATRD6 (24k€/ an en moyenne) était nettement inférieur à la trajectoire délibérée (55k€ par an en moyenne).

Gaz de Barr explique que « la différence entre le « BP délibéré ATRD6 » et le « Réalisé ATRD 6 » est due en partie au déplacement de la rubrique « prestation informatique assurée par RGDS » sur « services extérieurs entretien et maintenance », qui aboutissent aux « prestations externes » constituées uniquement de « travail intérimaire ». De plus, les emplois prévus n'ont pas eu lieu et certaines personnes en intérim ont été employées à plein temps, de sorte que leur coût a été transféré aux charges de personnel. »



2) Explication de la demande par Gaz de Barr

Pour la Demande ATRD 7, Gaz de Barr prévoit deux intérimaires à l'accueil (13k€), le remplacement d'un départ en congé maternité à la comptabilité (18k€), et une personne en back-office GRD suite au départ en retraite d'un agent du GRD qui n'a pas été remplacé pour le moment (39k€).

3) Appréciation pré-contradictoire de la demande

Accueil : les données transmises par Gaz de Barr montrent que la société recourt régulièrement aux intérimaires pour l'Accueil. Les coûts réalisés sont 7.3 k€ en 2022, 10k€ en 2023, 8.4k€ en 2024. La moyenne 2022-2024 a été reconduite de l'inflation pour ce poste.

Congé maternité : le remboursement des IJSS par la sécurité sociale (régime de subrogation dans les IEG) devrait couvrir le coût de l'intérimaire.

Back-office GRD : ce coût est pris en compte. La trajectoire des effectifs salarié tient compte du départ à la retraite.

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|-----------------------------------|--------|-------|-------|-------|---------|
| Demande Gaz de Barr | 70.4 | 53.2 | 54.2 | 55.1 | 58.2 |
| Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire | 47.9 | 48.8 | 49.7 | 50.6 | 49.3 |
| Ecart (en valeur) | -22.5 | -4.4 | -4.5 | -4.6 | -9.0 |
| Ecart (en % du poste) | -31.9% | -8.3% | -8.3% | -8.3% | -14.2% |

Tableau 29 – Prestations externes demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

Nous contestons l'ajustement de l'auditeur sur le sujet de l'intérim Accueil.

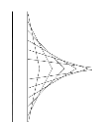
L'auditeur fait la moyenne sur la période 2022-2024 des effectifs intérimaires à l'accueil. Ce faisant, l'auditeur considère que notre plateau d'accueil fonctionne toujours avec du personnel intérimaire. Ce n'est pas le cas.

[Confidentiel]

Dans notre dossier tarifaire, en page 45, nous expliquons que nous prévoyons d'employer 2 personnels intérimaires au niveau du plateau d'accueil sur la période ATRD 7 pour combler la démission d'une salariée en CDI qui était à l'accueil [Confidentiel]. Il s'agit donc de remplacements poste pour poste. Il convient donc de prendre en compte le coût de 2 intérimaires sur la période ATRD 7 qui vient contre-balancer la baisse des rémunérations du personnel statutaire en poste à l'accueil.

Nous acceptons l'ajustement de l'auditeur sur le sujet du congé maternité d'une de nos salariés

Après recalcul, en tenant de l'ajustement de l'auditeur sur le congé maternité et de la correction à l'accueil, il en résulte le tableau suivant :



| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|---------------------|------|------|------|------|---------|
| Demande Gaz de Barr | 70.4 | 53.2 | 54.2 | 55.1 | 58.2 |
| Ajusté PIA-AEC | 52.3 | 53.2 | 54.2 | 55.1 | 53.7 |

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

Les données fournies dans le dossier tarifaire montrent que dans le passé les coûts liés aux employés en accueil intermédiaire ont été nettement inférieurs comparées avec le niveau de la demande. La redistribution des employés et la conversion des contrats temporaires en contrats à durée indéterminée devraient avoir un impact sur la demande de personnel, mais cela n'est pas pris en compte à cet endroit.

| k€ (courants) | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|------------------------------|------|------|------|------|------|
| Charges Intérimaires accueil | 10,6 | 7,4 | 7,5 | 8,4 | 11,8 |

Tableau 30 – Evolution des charges des employés intérimaires pour l'accueil

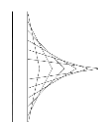
La méthodologie issue de l'appréciation pré-contradictoire est maintenue. Le coût de la prise en charge de l'accueil est reconduit sur la base de la moyenne des années 2022 à 2024, indexée sur l'inflation.

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|-----------------------|--------|-------|-------|-------|---------|
| Demande Gaz de Barr | 70,4 | 53,2 | 54,2 | 55,1 | 58,2 |
| Ajusté PIA-AEC final | 48.2 | 49.0 | 49.9 | 50.8 | 49.5 |
| Ecart (en valeur) | -22.2 | -4.2 | -4.2 | -4.3 | -8.7 |
| Ecart (en % du poste) | -31.6% | -7.8% | -7.8% | -7.8% | -13.8% |

Tableau 31 – Prestations externes demande et proposition finale

J. Dépenses de Communication

Il s'agit ici de charges d'annonces publicitaires et de dépenses d'affranchissement. Ce poste représente 0.3% des CNE.



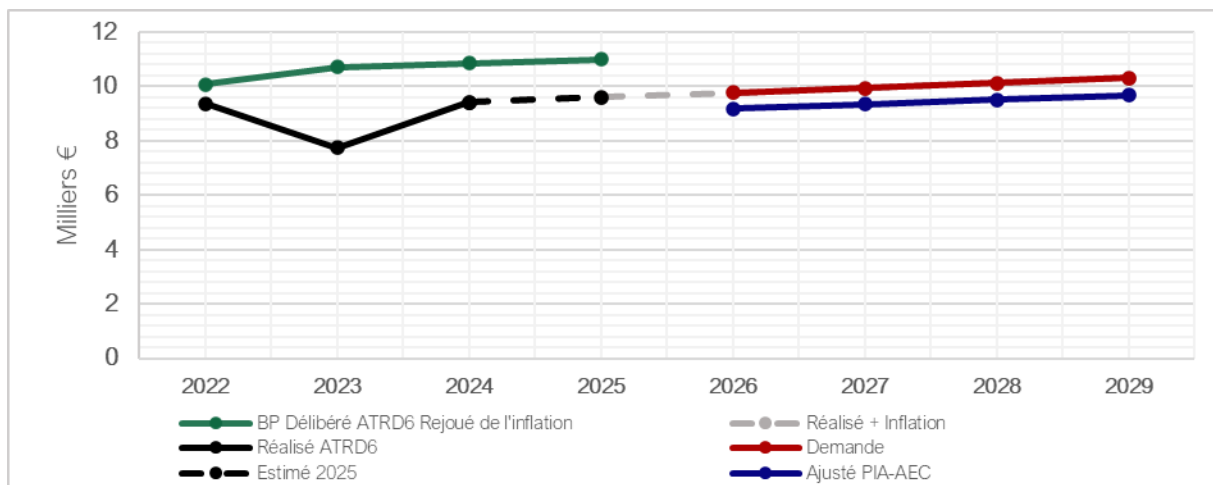


Figure 10 – Dépenses de communication – demande et proposition

1) Bilan ATRD 6

La dernière délibération était basée sur la moyenne des années 2018 et 2019 et s'élevait à 11k€. Seules des dépenses de 9k en moyenne ont été réalisées, l'année 2023 étant notamment bien en dessous de la trajectoire.

2) Explication de la demande par Gaz de Barr

La demande ATRD7 de Gaz de Barr est basée sur le réalisé de 2024 indexé sur l'inflation.

3) Appréciation pré-contradictoire de la demande

La trajectoire ATRD7, se base sur la moyenne des années 2022-2024 inflatée.

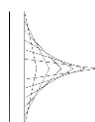
| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|-----------------------------------|-------|-------|-------|-------|---------|
| Demande Gaz de Barr | 9,8 | 9,9 | 10,1 | 10,3 | 10,0 |
| Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire | 9,2 | 9,3 | 9,5 | 9,7 | 9,4 |
| Ecart (en valeur) | -0,6 | -0,6 | -0,6 | -0,6 | -0,6 |
| Ecart (en % du poste) | -6,1% | -6,1% | -6,1% | -6,1% | -6,1% |

Tableau 32 - Dépenses de communication demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

Après recalcul pour tenir de l'inflation 2023 et 2024, il en résulte le tableau suivant :

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|---------------------|------|------|------|------|---------|
| Demande Gaz de Barr | 9,8 | 9,9 | 10,1 | 10,3 | 10,0 |
| Ajusté PIA-AEC | 9,4 | 9,6 | 9,8 | 10 | 9,7 |



5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La méthodologie de l'appréciation pré-contradictoire est maintenue et la trajectoire repose sur la moyenne du réalisé de la période ATRD6.

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|-----------------------|-------|-------|-------|-------|---------|
| Demande Gaz de Barr | 9,8 | 9,9 | 10,1 | 10,3 | 10,0 |
| Ajusté PIA-AEC final | 9.4 | 9.6 | 9.8 | 10.0 | 9.7 |
| Ecart (en valeur) | -0.3 | -0.3 | -0.3 | -0.3 | -0.3 |
| Ecart (en % du poste) | -3.3% | -3.3% | -3.3% | -3.3% | -3.3% |

Tableau 33 - Dépenses de communication demande et proposition finale

K. Aides Commerciales

Les « aides commerciales » correspondent aux avantages consentis aux clients, Ils représentent 0.7% des CNE.

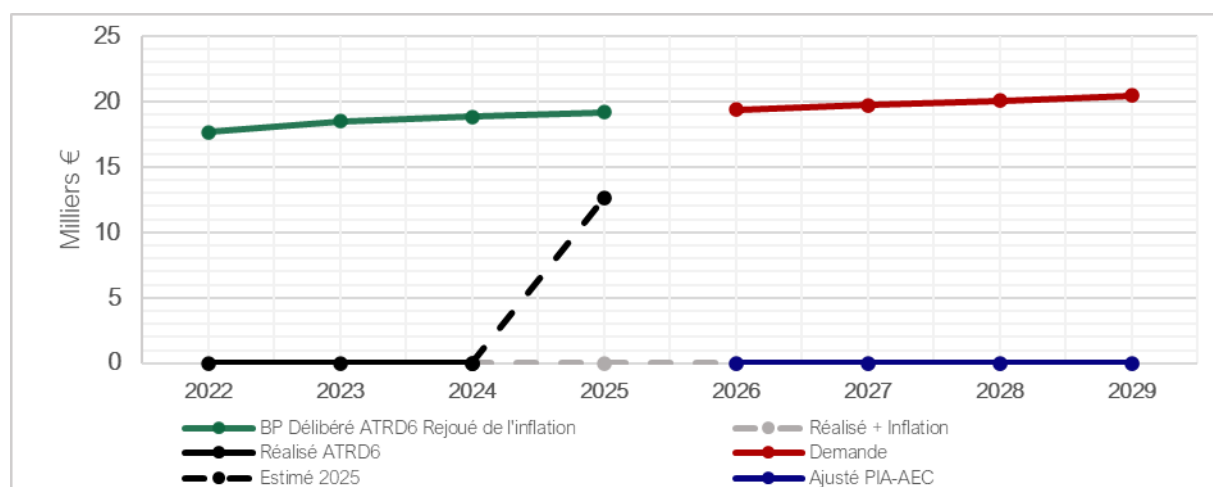


Figure 11 – Aides commerciales

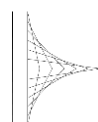
1) Bilan ATRD 6

Pendant les années 2022-2024, aucun coût n'a été engagé au titre des aides commerciales, ce que Gaz de Barr explique par la crise énergétique. Le délibéré était en moyenne de 18k€.

2) Explication de la demande par Gaz de Barr

Gaz de Barr prévoit une reprise de cette activité pour la période de l'ATRD 7.

L'opérateur explique que les dépenses couvertes par ce poste peuvent être des aides commerciales et/ou des actions commerciales afin de :



- « ... fidéliser nos clients pour éviter un exode trop rapide et massif vers d'autres solutions de chauffage,
- ...être acteur de la transition énergétique en accompagnant la migration des clients fioul pour le gaz,
- ...mettre en avant les gaz renouvelables et en premier lieu le biométhane. »

3) Appréciation pré-contradictoire de la demande

Conformément aux orientations de la CRE dans sa délibération relative au tarif ATRD7 de GRD, il n'est pas prévu que les aides commerciales continuent à être financées par le tarif péréqué durant la période ATRD7 des ELD, à l'exception d'éventuelles initiatives en faveur de la sortie du gaz

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|-----------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Demande Gaz de Barr | 19,4 | 19,7 | 20,1 | 20,4 | 19,9 |
| Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Ecart (en valeur) | -19,4 | -19,7 | -20,1 | -20,4 | -19,9 |
| Ecart (en % du poste) | -100,0% | -100,0% | -100,0% | -100,0% | -100,0% |

Tableau 34 - Dépenses d'aides commerciales demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

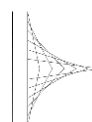
Nous contestons l'ajustement de l'auditeur sur le sujet des aides commerciales. Nous traiterons de sujet en direct avec la CRE.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

En l'absence d'informations supplémentaires de la part de l'opérateur, la proposition d'appréciation pré-contradictoire est maintenue.

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|-----------------------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Demande Gaz de Barr | 19,4 | 19,7 | 20,1 | 20,4 | 19,9 |
| Ajusté PIA-AEC final | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Ecart (en valeur) | -19,4 | -19,7 | -20,1 | -20,4 | -19,9 |
| Ecart (en % du poste) | -100,0% | -100,0% | -100,0% | -100,0% | -100,0% |

Tableau 35 - Dépenses d'aides commerciales demande et proposition finale



L. Cessions internes reçues

Charges internes correspondant principalement aux frais de préacheminement facturés par le réseau amont et à l'achat de gaz destiné à compenser les pertes sur le réseau de distribution. Ce poste représente **15,3% des CNE**.

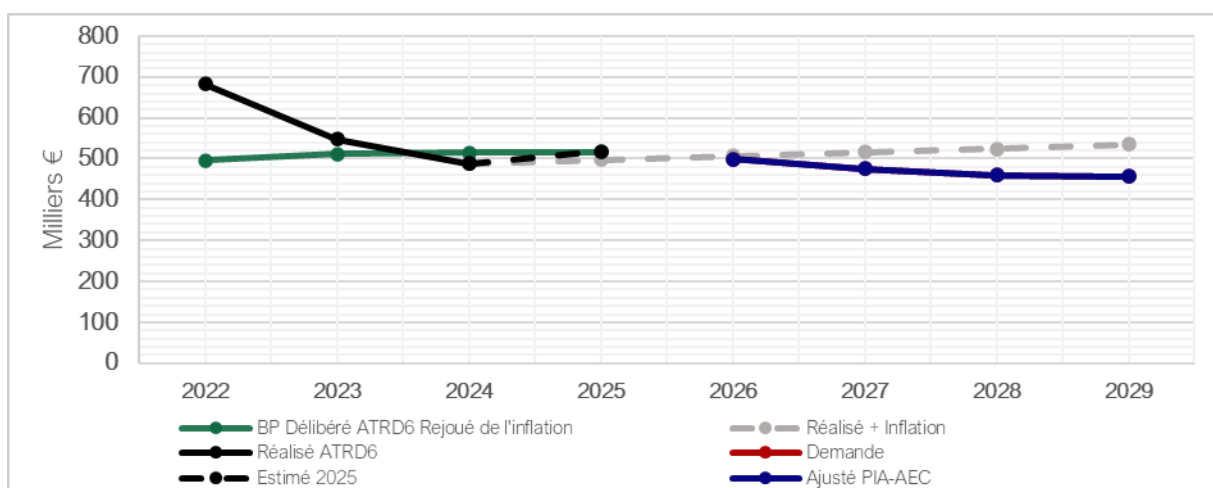


Figure 12 – Trajectoire du poste « Cessions internes reçues »

1) Bilan ATRD 6

La période ATRD6 a vu des dépenses très élevées sous ce poste, en particulier en 2022 et 2023. La moyenne des valeurs réalisées était de 573 k€/an (dont 418k€/an pour le préacheminement et 155k€/an pour les pertes), tandis que la moyenne délibérée était de 507 k€/an. Ces valeurs élevées sont dues à l'augmentation des prix du gaz, augmentant ainsi les coûts des pertes.

2) Explication de la demande par Gaz de Barr

Gaz de Barr prévoit une trajectoire légèrement descendante pour la période ATRD7.

Pour les pertes de réseau, la « demande ATRD 7 » repose sur l'hypothèse d'une baisse annuelle de la production de 0,33%, d'une part de gaz perdu de 0,5% et du prix d'un MWh équivalent gaz pour la période 2026-2029 dont les hypothèses ont été transmises par la CRE.

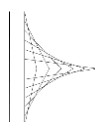
L'hypothèse d'une perte de 0,5% est un chiffre théorique qui ne peut pas être infirmé par Gaz de Barr sur la base d'une expérience.

La majeure partie des coûts provient des frais de préacheminement payés à R-GDS.

3) Appréciation pré-contradictoire de la demande

Concernant le pré-acheminement, la demande de l'opérateur est conservée. Nous attirons néanmoins l'attention sur des points critiques que nous constatons dans le calcul du coût du pré-acheminement du gaz par R-GDS :

- Le calcul des coûts repose sur une hypothèse de consommation en période de pointe hivernale extrême (risque 2 %), qui ne reflète pas l'usage réel annuel du réseau par Gaz de Barr. Cette méthode gonfle artificiellement la part du réseau attribuée à GDB et entraîne une répartition excessive des coûts fixes.



- Le tarif appliqué de 4,95 €/m/an pour les canalisations MPC est uniforme et non justifié par des données spécifiques aux tronçons concernés. En l'absence de transparence ou de comparaison avec d'autres réseaux similaires, ce montant peut refléter une surévaluation des charges réelles d'exploitation.

Concernant les pertes, l'opérateur s'appuie sur l'hypothèse suivante de prix de compensation des écarts :

| €/MWh | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|------------------------------------|-------|-------|-------|-------|
| Prix compensation des écarts JJ/MM | 38,93 | 31,37 | 26,54 | 24,38 |

Tableau 36 – Prix de compensations pour les pertes

La demande de gaz de Barr est conservée :

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|---------------------|-------|-------|-------|-------|---------|
| Demande Gaz de Barr | 498,7 | 476,1 | 459,8 | 456,5 | 472,8 |

Tableau 37 – Cessions internes demande pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

L'opérateur n'a pas ajouté de commentaires supplémentaires sur la trajectoire.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

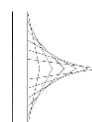
La méthodologie de l'appréciation pré-contradictoire est maintenue et la trajectoire maintient la demande de Gaz de Barr.

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|----------------------|-------|-------|-------|-------|---------|
| Demande Gaz de Barr | 498,7 | 476,1 | 459,8 | 456,5 | 472,8 |
| Ajusté PIA-AEC final | 498,7 | 476,1 | 459,8 | 456,5 | 472,8 |
| Ecart (en valeur) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |

Tableau 38 – Cessions internes demande et proposition finale

M. Autres Charges

Ce poste regroupe diverses dépenses incluant : la quote-part du GRD dans les impayés ; les dons, mécénats ; les honoraires, certaines cotisations, l'affranchissent, les frais de formation, les frais de rejet, les études biométhane, des coûts de télésurveillance poste gaz, des coûts de déplacement et d'autres couts. Il représente **8,2% des CNE**.



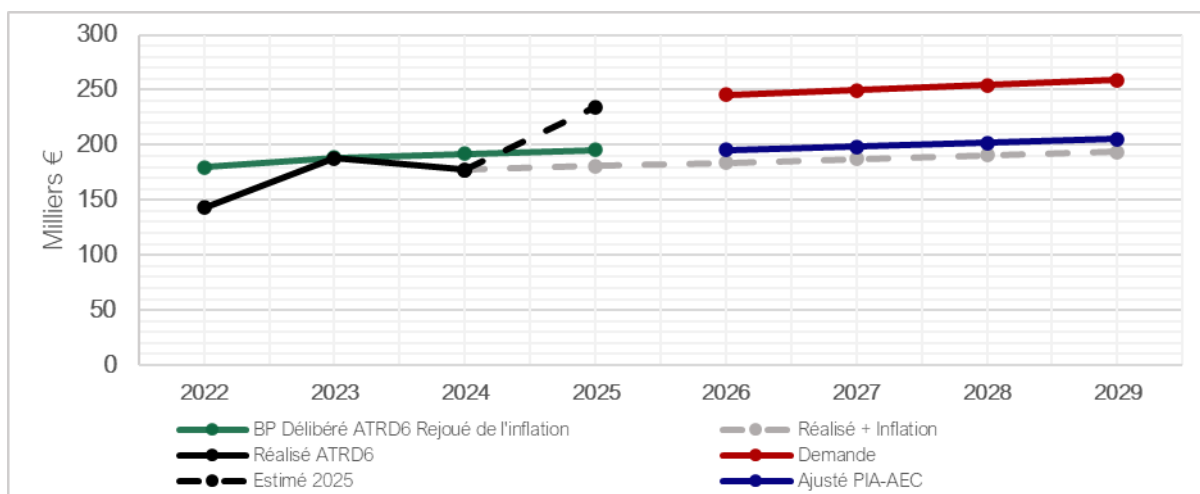


Figure 13 – Autres charges

1) Bilan ATRD 6

Le réalisé était en moyenne de 169k€ dont 16k€ issus des impayés. Donc, le réalisé a été en dessous du délibéré qui était en moyenne de 220 k€ incluant 18k€ pour les impayés (moyenne 22-24) et 203 k€/an hors impayés.

2) Explication de la demande par Gaz de Barr

La demande ATRD7 est basée sur la valeur de 2024 et inflatée à laquelle s'ajoute 45k€ par an en tant que redevances liées aux émissions de méthane et à la réglementation NIS 2.

3) Appréciation pré-contradictoire de la demande

Après prise en compte du périmètre de concession applicable (application de ~0.97), les données détaillées issues de la comptabilité dissociée sont : [confidentiel]

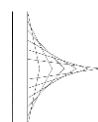
Impayés

Les créances impayées se situaient en moyenne à 16k€ entre 2022 et 2024, ce qui est nettement inférieur à la délibération qui se situe en moyenne à 33k€.

Les valeurs de la matrice trajectoire ne correspondent pas à celles du Dossier Tarifaire (coefficient de dissociation et l'inflation ont été pris en compte).

| € | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|-------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Impayés (Matrice trajectoire) | 16473 | 16770 | 17071 | 17379 | 17691 |
| Créances (Dossier tarifaire) | 16770 | 17071 | 17379 | 17691 | 18010 |

En matière d'impayé, la trajectoire proposée retient l'année 2024 comme base : les années 2022 et 2023, étant marquées par la forte augmentation des prix due à la crise énergétique. La trajectoire applique ensuite l'évolution des prix de l'énergie attendue par la CRE et tient compte aussi des évolutions du volume de gaz acheminé (hypothèses de Gaz de Barr).



| | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|------------------------------------------|-------|-------|-------|-------|
| Hypothèse Prix du gaz par rapport à 2024 | 0,922 | 0,903 | 0,903 | 0,903 |

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|-----------------------------------|--------|--------|--------|--------|---------|
| Demande Gaz de Barr | 16,8 | 17,1 | 17,4 | 17,7 | 17,2 |
| Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire | 10,1 | 9,8 | 9,8 | 9,8 | 9,9 |
| Ecart (en valeur) | -6,7 | -7,2 | -7,6 | -7,9 | -7,4 |
| Ecart (en % du poste) | -39,9% | -42,3% | -43,5% | -44,7% | -42,6% |

Tableau 39 – Impayés : demande et proposition pré-contradictoire

Hors impayés

Pour les honoraires qui constituent la plus grande partie de ce poste, Gaz de Barr que les dépenses plus élevées en 2023 et 2024 étaient dues à des événements ponctuels (attestations demandées par la CRE pour les boucliers tarifaires, frais d'avocat pour la défense contre un client). Nous prenons donc comme base la valeur ajustée à l'inflation de 2022.

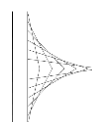
Pour l'intégration des réglementations relatives aux émissions de méthane, 15k€ par an seront ajoutés, ainsi que 30k€ supplémentaires pour répondre aux exigences de la réglementation NIS 2.

La demande de l'opérateur a été conservée pour « les frais d'actes juridiques », les « transports sur achats », le sous-poste « divers », les « missions non taxables », les « affranchissements » ainsi que les lignes « autres frais et commissions sur prestations de services » et les « charges diverses de gestion courante ».

Pour tous les autres sous-comptes, la moyenne des années 2022-2024 jouée de l'inflation a été retenue.

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|-----------------------------------|--------|--------|--------|--------|---------|
| Demande Gaz de Barr initiale | 211,5 | 232,4 | 236,5 | 240,8 | 230,3 |
| Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire | 185,5 | 188,9 | 192,3 | 195,7 | 190,6 |
| Ecart (en valeur) | -26,0 | -43,5 | -44,3 | -45,1 | -39,7 |
| Ecart (en % du poste) | -12,3% | -18,7% | -18,7% | -18,7% | -17,1% |

Tableau 40 – Autres charges hors impayés demande et proposition finale



4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

Commentaire relatif aux données

Ce n'est pas que les données ne correspondent pas. Elles sont décalées d'un an. Le fichier excel sera corrigé en conséquence. Les données du dossier tarifaire sont justes.

Réponse à une question quant aux « impayés »

Le poste « Impayés » ne couvre rien d'autre que les « créances exerc. ant » figurant dans la comptabilité analytique.

Pour retrouver la charge 2022, il convient de pointer sur le compte 67140000. Le montant à la maille du GRD pour cette année 2022 est de 17 600 Eur.

Commentaire relatif aux impayés

Nous contestons l'ajustement de l'auditeur sur le sujet des impayés.

Premièrement, l'ajustement est non-sens puisque ce poste est présent au CRCP.

Deuxièmement, la corrélation entre le montant des impayés et les prix de l'énergie n'est pas aussi flagrante que cela. Voici l'évolution des impayés depuis 2018.

| Section analytique - Maille GRD - Eur courant | Compte | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|-----------------------------------------------|----------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| CREANCES EXERC ANT. | 65440000 | 26 061 | 33 112 | 30 111 | 16 595 | 17 599 | 20 885 | 10 478 |

C'est en 2019 et 2020, alors que les prix de l'énergie étaient bas, que les impayés étaient les plus forts.

Nous proposons donc de retenir la moyenne 2022-2024 comme valeur de référence.

Commentaire relatif aux postes hors impayés

Nous contestons l'ajustement de l'auditeur sur le sujet des honoraires.

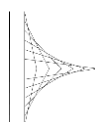
Comme nous l'expliquions dans la réponse au questionnaire, en page 28, la hausse de 22 kEur entre 2022 et 2023 s'explique essentiellement par les frais engendrés par les nombreuses attestations demandées à nos commissaires aux comptes pour valider auprès de la CRE les demandes pour les boucliers tarifaires.

En pratique, d'autres aspects sont également à prendre en compte puisque nous sommes depuis 2023 contraints de faire valider nos comptes par un co-commissaire aux comptes ainsi que de procéder à la consolidation de nos comptes. Ces charges doivent être prises en compte.

Aussi, nous proposons de retenir comme valeur de référence la valeur 2024 de laquelle nous retirons les 7 492 Eur spécifiques aux attestations (maille GRD).

Après recalcul, en tenant des corrections au sujet des honoraires et des impayés, il en résulte le tableau suivant :

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|---------------------|-------|-------|-------|-------|---------|
| Demande Gaz de Barr | 245.3 | 249.7 | 254.2 | 258.8 | 252 |



| | | | | | |
|----------------|-------|-------|-------|-------|-----|
| Ajusté PIA-AEC | 211.2 | 215.1 | 218.9 | 222.9 | 217 |
|----------------|-------|-------|-------|-------|-----|

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

Impayé

Nous tenons bien compte du tableau historique des impayés fourni par l'opérateur. La demande initiale de l'opérateur est reprise.

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|-----------------------------------|------|------|------|------|---------|
| Demande Gaz de Barr | 16,8 | 17,1 | 17,4 | 17,7 | 17,2 |
| Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire | 16,8 | 17,1 | 17,4 | 17,7 | 17,2 |
| Ecart (en valeur) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |

Tableau 41 – Impayés : demande et proposition finale

Hors impayés

Les trajectoires des autres charges hors impayé résultent des différents sous-postes :

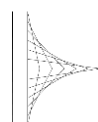
Sur certains postes, le réalisé de certaines années est particulièrement élevé et lié à des charges qui ne se répètent pas sur l'ATRD7. Pour ceux-là, les valeurs de la demande de Gaz de Barr ont été reprises, qui s'orientent sur le réalisé 2024.

Pour les sous-comptes présentant une évolution plus cohérente sur la période ATRD6, la trajectoire ATRD6 est basée sur la moyenne des années 2022 à 2024 indexée sur l'inflation.

La trajectoire du poste honoraires continue d'être déterminée sur la base de la méthodologie décrite dans l'appréciation pré-contradictoire, car les augmentations soudaines au cours de la période ATRD6 sont attribuables à attestations demandées à nos commissaires aux comptes qui ne constituent pas une position récurrente.

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|---------------------------------|--------|--------|--------|--------|---------|
| Demande Gaz de Barr mise à jour | 211,5 | 232,4 | 236,5 | 240,8 | 230,3 |
| Ajusté PIA-AEC finale | 186,6 | 189,9 | 193,4 | 196,8 | 191,7 |
| Ecart (en valeur) | -24,9 | -42,4 | -43,2 | -44,0 | -38,6 |
| Ecart (en% du poste) | -11,8% | -18,3% | -18,3% | -18,3% | -16,6% |

Tableau 42 - Autres charges hors impayés demande et proposition finale



N. Synthèse de la rubrique Consommations externes

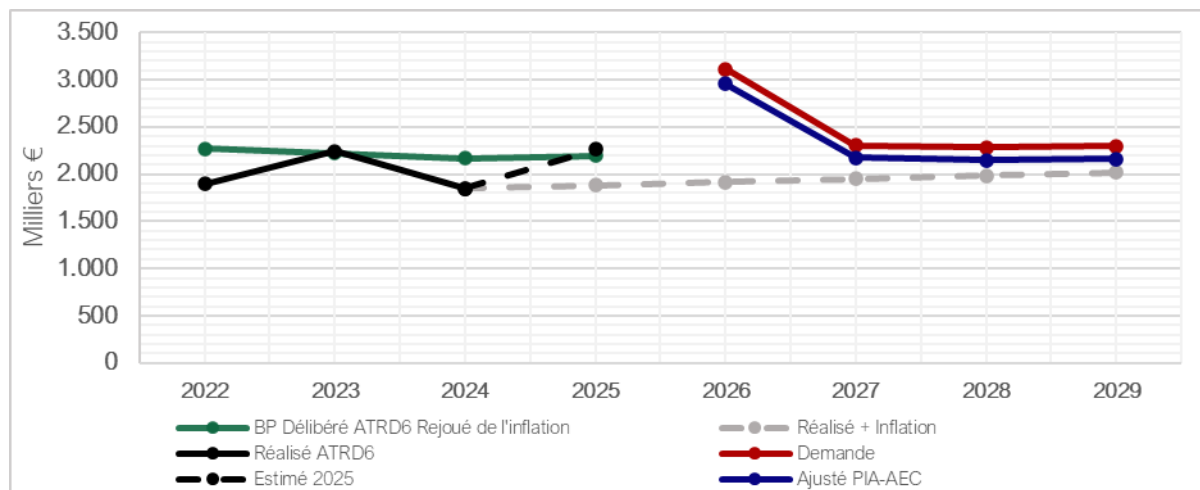


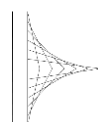
Figure 14 – Synthèse de la rubrique Consommations externes

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|----------------------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Demande Gaz de Barr | 3.114,9 | 2.304,9 | 2.282,6 | 2.297,2 | 2.499,9 |
| Ajusté PIA-AEC final | 2.957,8 | 2.171,0 | 2.146,0 | 2.164,0 | 2.359,7 |
| Ecart (en valeur) | -157,1 | -133,9 | -136,7 | -133,2 | -140,2 |
| Ecart (en% du poste) | -5,0% | -5,8% | -6,0% | -5,8% | -5,7% |

Tableau 43 - Consommations externes demande et proposition finale

| K€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|----------------------------------------------|-------|-------|-------|-------|
| Fournitures non stockables | -5.5 | -6.4 | -6.8 | -7.4 |
| Achats stockés | -8.3 | -4.0 | 3.7 | 3.7 |
| Achats de matériel, équipement et travaux | -2.3 | -6.9 | -14.7 | -8.6 |
| Achats matières et fournitures non stockées | -4.8 | -4.8 | -4.9 | -5.0 |
| Loyers, crédit bail et charges locatives | -3.1 | -3.2 | -3.3 | -3.3 |
| Redevances | -3.5 | -3.5 | -3.6 | -3.6 |
| Services extérieurs entretien et maintenance | -45.6 | -38.1 | -38.8 | -39.5 |
| Assurances | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Frais de recherche | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Prestations externes | -22,2 | -4,2 | -4,2 | -4,3 |
| Dépenses de Communication | -0,3 | -0,3 | -0,3 | -0,3 |
| Aides commerciales | -19,4 | -19,7 | -20,1 | -20,4 |
| Cessions internes reçues | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Autres charges | -42.0 | -42.7 | -43.5 | -44.3 |

Tableau 44 – Consommations externes : Détail des ajustements proposés



V. Charges de personnel

A. Rémunérations principales

Les « rémunérations principales » désignent les salaires bruts versés aux employés, avant déductions des cotisations sociales. Elles correspondent à la rémunération des salariés 100% GRD gaz et au quota part GRD-Gaz dans la rémunération des salariés mutualisés. Ce poste représente **40,7% des CNE**.

A.1. Masse salariale

La masse salariale représente les équivalents temps plein attribués à GRD Gaz.

[Confidentiel]

Figure 15 – Evolution de la masse salariale (ETPs) dans la maille GRD

1) Bilan ATRD 6

Le GRD Gaz de Barr (y compris la zone péréquée) a connu une fluctuation relativement importante de ses effectifs sur la période ATRD6, mais a réussi à maintenir un nombre stable d'ETP entre [Confidentiel]. Le nombre réalisé n'était donc en moyenne inférieure que de [Confidentiel]ETP au niveau prévu lors de la dernière délibération.

2) Explication de la demande par Gaz de Barr

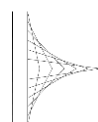
Pour l'ATRD 7, Gaz de Barr prévoit le recrutement de [Confidentiel] nouveaux collaborateurs en 2026, tandis [Confidentiel] à la retraite en 2027. Les nouveaux employés se verront confier l'informatique et la gestion du CICM. Ainsi, le nombre total d'ETP passe de [Confidentiel].

Depuis 2020, Gaz de Barr dispose d'un employé pour la SI qui est mutualisé dans les activités gaz et électricité. Selon ses propres informations, un autre employé serait nécessaire pour stimuler de nouveaux domaines d'activité tels que le respect des exigences NIS2 et le développement des services à la clientèle.

3) Appréciation pré-contradictoire de la demande

Si l'on compare le nombre d'ETP de la période ATRD6 avec celui de la période précédente ATRD5, on constate déjà une augmentation générale. En outre, Gaz de Barr a gagné des capacités par le biais de certaines restructurations internes, ce qui devrait lui permettre de faire face aux défis futurs avec la structure de personnel existante.

- L'externalisation de l'infrastructure informatique permettra de libérer, à partir de 2026, des capacités pour le responsable du SI en place depuis 2020.
- L'externalisation de la relève et la reconversion d'un releveur en agent d'intervention clientèle, le Gaz de Barr a gagné une force de travail supplémentaire. Les coûts de la relève sont maintenant comptabilisés comme des services extérieurs.
- L'intégration des coûts d'un intérimaire suite au non-remplacement d'un départ à la retraite (mi 2025)



En ce qui concerne le besoin exprimé [Confidentiel] pour la gestion de la CICM, il a déjà été communiqué lors du dernier audit et pris en compte dans la délibération ATRD6. Nous considérons que ce besoin a été satisfait puisque l'évolution des effectifs de la dernière Délibération a été respectée.

Le besoin de remplir un quota ne peut pas être considéré comme une raison suffisante pour embaucher un autre collaborateur. L'embauche d'un salarié handicapé, tout comme celle de n'importe quel autre salarié, doit répondre à un besoin pratique de Gaz de Barr. Nous déduisons donc cette ETP supplémentaire de la demande, car nous considérons que l'embauche d'un salarié handicapé peut s'intégrer dans les autres besoins de Gaz de Barr.

[Confidentiel]

| ETPs | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|-----------------------------------|----------------|-------|-------|-------|---------|
| Demande initiale Gaz de Barr | [Confidentiel] | | | | |
| Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire | | | | | |
| Ecart (en valeur) | -2,0 | -2,0 | -2,0 | -2,0 | -2,0 |
| Ecart (en% du poste) | -9,1% | -8,9% | -9,3% | -9,3% | -9,1% |

Tableau 45 – Effectifs : demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

Commentaire relatif à la mise à jour de la demande du nombre d'ETPs

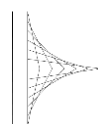
Le tableau présenté en page 50 de notre dossier tarifaire comporte une erreur. Nous n'avons pas tenu compte que notre ancien agent releveur est passé au 01/11/2024 à un poste d'agent d'intervention clientèle gaz. L'agent passe donc d'un emploi avec une clé de 80% affectée au GRD Gaz à 100%.

| ETP GRD – Maille GRD | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|--------------------------------------|----------------|------|------|------|------|------|------|------|
| | R | R | R | P | P | P | P | P |
| Effectif ELD | [Confidentiel] | | | | | | | |
| ETP spécifiques GRD | | | | | | | | |
| ETP – Mutualisés GRD | | | | | | | | |
| Clé de répartition ETP mutualisé (%) | | | | | | | | |
| Total | | | | | | | | |

La matrice tarifaire a également été modifiée en conséquence.

Réponse à la question de la répartition d'activités du responsable SI engagé en 2020

Notre responsable SI est un emploi mutualisé entre toutes les activités et tous les métiers de l'entreprise. Il n'est donc pas affecté à 100% au GRD Gaz. Notre responsable SI est en charge du



pilotage des aspects métiers en lien avec les éditeurs des solutions que nous utilisons (EFLUID, CEGID, ELYX – cf page 35-36 de notre dossier tarifaire).

Il n'a aucune activité concernant la partie matériels, réseaux, bases de données puisque ces prestations ont toujours été externalisées.

Commentaire relatif à l'appréciation

Nous contestons les analyses de l'auditeur lorsqu'il évoque que l'externalisation de l'infrastructure informatique va libérer, à partir de 2026, des capacités pour le responsable SI.

En effet, dans notre réponse à la question 33 du questionnaire (page 30), il est clairement indiqué que nous ne disposons d'aucune ressource métier (informatique bureautique, base de données, informatique réseau) puisque nous externalisons historiquement ces prestations. C'est RDGS qui assure ces prestations depuis l'origine.

Notre responsable SI est en charge du pilotage des aspects métiers en lien avec les éditeurs des solutions que nous utilisons (EFLUID, CEGID, ELYX – cf page 35-36 de notre dossier tarifaire).

Quelle que soit la localisation de nos serveurs informatiques, étant donné que notre responsable SI n'est pas en charge de cette partie physique, aucune charge ne lui sera libérée.

Nous retenons de l'échange avec l'auditeur lors de la réunion pré-contradictoire qu'il est plus rentable selon lui de payer les pénalités pour non-respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés que d'essayer d'atteindre le taux de 6%.

Réponse à la question du collaborateur pour la gestion du CICM

La reprise en concession des ouvrages CICM est plutôt récente puisque le transfert des CICM date du 01/08/2023. Cela fait plusieurs années que nous savons que ces ouvrages nous seront transférés. Nous nous sommes donc préparés puisque nous avons établi un diagnostic des 800 installations concernées grâce à des prestataires mais aussi grâce à l'expertise de personnels. Ces personnes expertes chez nous sont maintenant en retraite depuis fin 2024 et nous n'avons aujourd'hui plus les ressources en interne pour débiter cette seconde étape qui consiste à entreprendre éventuellement des travaux.

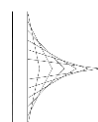
Nous n'avons pas embauché de ressource plus tôt puisque nous avons la latitude de gérer le recensement et le diagnostic des installations en interne et ce grâce à la période de recouvrement entre les retraités et leurs successeurs.

Par ailleurs, nous ne pouvions pas entrer dans cette seconde phase avant que le transfert en concession ne soit effectif.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

Le remplacement du technicien réseau prévu en 2026 ainsi que la légère augmentation de [Confidentiel] ETP liée à la reconversion d'un releveur en agent d'intervention clientèle sont bien documentés dans le dossier de demande. Ce renforcement de la capacité opérationnelle contribue par ailleurs à la montée en compétence sur les services à la clientèle.

Concernant les activités informatiques, les éléments fournis indiquent une intensification attendue des exigences réglementaires, notamment en lien avec la directive NIS2 ; un renforcement à hauteur de [Confidentiel] ETP apparaît cohérent dans ce cadre.



S'agissant de la gestion des CICM, les informations transmises ne permettent pas de conclure à un besoin additionnel clairement structuré : cette activité avait été identifiée dès l'ATRD6, et les ressources internes mobilisées jusqu'à fin 2024 ont permis d'assurer les premières phases de reprise. Aucun plan de charge détaillé ni contrainte nouvelle n'ont été présentés pour la suite, ce qui ne permet pas de distinguer un besoin pérenne.

Dans l'ensemble de la période ATRD7, il est donc prévu [Confidentiel] ETP pour remplacer le technicien partant à la retraite en 2027 et [Confidentiel] ETP pour renforcer le SI.

| ETPs | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|---------------------------------|----------------|------|------|------|---------|
| Demande initiale Gaz de Barr | [Confidentiel] | | | | |
| Demande mise à jour Gaz de Barr | | | | | |
| Ajusté PIA-AEC Final | | | | | |
| Ecart (en valeur) | | | | | |
| Ecart (en% du poste) | | | | | |

Tableau 46 - Effectifs : demande et proposition

A.2. Rémunération moyenne

La « rémunération moyenne » correspond à la rémunération principale divisée par l'ensemble des ETP.

Figure 16 – Evolution de la rémunération moyenne [confidentiel]

1) Bilan ATRD 6

Les rémunérations sont composées d'une part des salaires bruts moyens et d'autre part des compléments de salaire. L'augmentation des salaires bruts a subi des variations relativement importantes au cours de la période ATRD6 et les rémunérations sont en baisse. Gaz de Barr explique la baisse temporaire du salaire moyen par l'arrivée de nouveaux salariés qui, en raison de leur moindre expérience, gagnent en moyenne moins que ceux qui partent à la retraite.

Sur la période ATRD6, les évolutions de rémunération implicites ont été :

Tableau 47 – Evolution de la rémunération moyenne 2022-2024 [confidentiel]

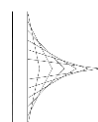
2) Explication de la demande par Gaz de Barr

Pour la prévision de la rémunération moyenne, Gaz de Barr a utilisé, conformément à l'approche d'autres ELD, un taux de croissance de la somme du SNB de [Confidentiel] et d'un taux de croissance de [Confidentiel] lié à l'avancement du personnel.

Comme le montre le tableau ci-dessus, la croissance du salaire brut moyen varie de manière significative le long de la demande ATRD7.

3) Appréciation pré-contradictoire de la demande

Pour les rémunérations brutes, on se base sur le salaire brut par ETP dans l'ensemble de l'entreprise GRD Gaz. Nous prenons comme point de repère le salaire moyen simulé par Gaz de Barr pour 2025, car il intègre déjà l'évolution de la structure des effectifs. Nous supposons une croissance des salaires de [Confidentiel] selon la méthodologie de Gaz de Barr décrite ci-dessus.



| En €/ETP | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|-----------------------------------|----------------|------|------|------|---------|
| Demande Gaz de Barr | [confidentiel] | | | | |
| Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire | | | | | |
| Ecart (en valeur) | | | | | |
| Ecart (en % du poste) | | | | | |

Tableau 48 – Rémunération moyenne : demande et proposition

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

L'opérateur n'a pas ajouté de commentaires supplémentaires sur la trajectoire.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

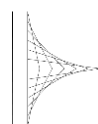
Afin de mieux comprendre le salaire moyen de la période précédente, la croissance salariale réalisée au cours de la période ATRD6 a été répartie entre la partie du salaire national de base et la partie de l'ancienneté/avancements/reclassements. On constate alors des fluctuations relativement importantes tant dans le réalisé de l'ATRD6 que dans la demande de l'ATRD7, qui résultent de différents effets tels que le départ de personnel âgé d'une part et l'inflation relativement élevée, en particulier au cours de la période 2023, d'autre part.

| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|------------------------------|----------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Salaire brut moyen (en k€) | [Confidentiel] | | | | | | | |
| Evolution (en %) | | | | | | | | |
| Dont évolution du SNB (en %) | | | | | | | | |
| Dont évolution autres (en %) | | | | | | | | |

Tableau 49 - Evolution du salaire brut moyen

Sur la période ATRD7, on constate une croissance moyenne de [Confidentiel] due à l'ancienneté/aux avancements/aux reclassements. Cela ne correspond pas au niveau de [Confidentiel] indiqué comme augmentation individuelle des salaires dans le dossier tarifaire de l'opérateur. Cependant, ce chiffre ne devrait pas se vérifier dans la moyenne de l'entreprise en raison du départ à la retraite de collaborateurs seniors et de nouvelles embauches. Gaz de Barr a également inclus dans ses documents ses propres analyses qui montrent que [Confidentiel] ne représente pas la croissance constante du salaire moyen.

Puisque la valeur de [Confidentiel] correspond également à celle de la hausse de 2023 à 2024 (la valeur de 2022-2023 n'étant pas représentative en raison de la forte inflation de cet an), les salaires moyens dans la demande ATRD7 de l'opérateur période sont repris pour la proposition finale.



| En €/ETP | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|----------------------|----------------|------|------|------|---------|
| Demande Gaz de Barr | [confidentiel] | | | | |
| Ajusté PIA-AEC final | | | | | |
| Ecart (en valeur) | | | | | |

Tableau 50 – Rémunération moyenne : demande et proposition finale

A.3. Compléments de salaire

Les compléments de salaire regroupent l'ensemble des éléments de rémunération versés en plus du salaire de base, tels que les indemnités, primes ou avantages liés aux conditions de travail, à l'ancienneté ou à la situation personnelle.

Figure 17 – Evolution des compléments de salaire [confidentiel]

1) Bilan ATRD 6

Les compléments de salaire présentent des variations relativement importantes, dues principalement aux indemnités de fin de carrière, qui dépendent du départ à la retraite des salariés. La moyenne est de [Confidentiel], mais il faut tenir compte de la forte rotation des salariés chez Gaz de Barr.

2) Explication de la demande par Gaz de Barr

Les compléments de salaires sont composés de trois éléments, pour lesquels Gaz de Barr a utilisé une méthodologie spécifique pour les prévisions :

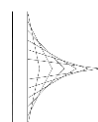
- Les indemnités de fin de carrière ont été estimées en fonction des départs attendus.
- Les primes et médailles ont été poursuivies sur la base de la valeur pour 2024.
- Pour les indemnités de déplacement, sursalaire familial, indemnités d'astreinte, Gaz de Barr a pris comme base la moyenne des années 2022-2024 et l'a indexée sur l'inflation
- A cause des fortes fluctuations dans le réalisé des postes « heures supplémentaires », « maladie », ces sous-poste sont déterminées sur la base du réalisé 2024.

3) Appréciation pré-contradictoire de la demande

Alors que les Indemnités de fin de carrière (IFC) et les Primes et Médailles ne devaient pas être fortement influencées par les activités de recrutement des prochaines années, nous appliquons aux autres compléments de salaire un pourcentage de déduction correspondant au nombre d'ETP proposé.

En l'absence de données plus détaillées sur les différents postes de coûts, nous nous basons sur les valeurs de la demande de Gaz de Barr telles qu'elles nous ont été communiquées dans le dossier tarifaire.

| En €/ETP | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|---------------------|------|------|------|------|---------|
| Demande Gaz de Barr | | | | | |



| | |
|-----------------------------------|----------------|
| Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire | [confidentiel] |
| Ecart (en valeur) | |
| Ecart (en % du poste) | |

Tableau 51 – Rémunération moyenne : demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

L'opérateur n'a pas ajouté de commentaires supplémentaires sur la trajectoire.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La méthodologie de l'appréciation pré-contradictoire est maintenue et la trajectoire tient compte du nombre de salariés ajusté.

| En €/ETP | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|-----------------------|----------------|------|------|------|---------|
| Demande Gaz de Barr | [confidentiel] | | | | |
| Ajusté PIA-AEC final | | | | | |
| Ecart (en valeur) | | | | | |
| Ecart (en % du poste) | | | | | |

Tableau 52 – Complément de salaires : demande et proposition finale

A.4. Trajectoire de la rémunération principale

Note : Pour calculer les rémunérations brutes totales dans la zone-péréquée, nous suivons la méthodologie suivie par Gaz de Barr en calculant séparément la partie des frais de personnel provenant de la production immobilisée.

Figure 18 – Evolution de la rémunération principale [confidentiel]

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|----------------------|----------------|------|------|------|---------|
| Demande Gaz de Barr | [confidentiel] | | | | |
| Ajusté PIA-AEC final | | | | | |
| Ecart (en valeur) | | | | | |
| Ecart (en% du poste) | | | | | |

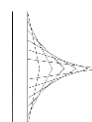


Tableau 53 – Rémunération principale : demande et proposition final

B. Charges Sociales

Les « charges sociales » sont les cotisations versées par Gaz de Barr aux organismes de protection sociale pour financer la sécurité sociale, les retraites, l'assurance chômage, la mutuelle, etc. Ce poste représente **18,5% des CNE**.

Figure 19 – Evolution des charges sociales [confidentiel]

1) Bilan ATRD 6

Le réalisé des Charges Sociales, avec une moyenne de 517k€, est nettement inférieur à la Délibération ATRD6. Cela se reflète dans le taux des Charges Sociales, dont la dernière délibération prévoyait un taux de 50,5%, voire de 55,4% en 2022, alors que le réalisé a été de 45,5% ainsi inférieur à la trajectoire prévisionnelle délibérée.

Le taux de charges sociales moyen constaté sur la période ATRD 6 est :

| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|--------------------------------|-------|-------|-------|-------|
| Taux de charges sociales moyen | 46,9% | 45,3% | 44,3% | 45,5% |

Tableau 54 – Evolution du taux de charges sociales moyen 2022-2025

2) Explication de la demande par Gaz de Barr

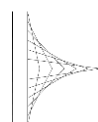
Pour sa demande ATRD7 Gaz de Barr a pris la moyenne des valeurs réalisées 2022 à 2024 et l'a appliqué à l'assiette des rémunérations soumises aux charges sociales (rémunérations brutes hors avantages en nature, intéressement, etc.).

3) Appréciation pré-contradictoire de la demande

Pour déterminer la Trajectoire ATRD7, la même méthodologie que celle proposée par le Gaz de Barr est appliquée aux rémunérations principales ajustées.

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|-----------------------------------|----------------|------|------|------|---------|
| Demande Gaz de Barr | [confidentiel] | | | | |
| Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire | | | | | |
| Ecart (en valeur) | | | | | |
| Ecart (en% du poste) | | | | | |

Tableau 55 - Charges sociales demande et proposition pré-contradictoire



4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

En corrigeant l'erreur sur la clé de répartition de l'ancien agent releveur, le tableau devient :

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|---------------------|----------------|------|------|------|---------|
| Demande Gaz de Barr | [confidentiel] | | | | |
| Ajusté PIA-AEC | | | | | |

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

Les charges sociales dépendent directement des rémunérations principales et, par conséquent, indirectement des ETP. Les informations complémentaires de Gaz de Barr ainsi que les autres propositions du rapport final seront prises en compte. Comme dans l'appréciation pré-contradictoire, un taux de [Confidentiel] a été appliqué.

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|----------------------|----------------|------|------|------|---------|
| Demande Gaz de Barr | [confidentiel] | | | | |
| Ajusté PIA-AEC final | | | | | |
| Ecart (en valeur) | | | | | |
| Ecart (en% du poste) | | | | | |

Tableau 56 - Charges sociales demande et proposition finale

C. CCAS 1%

Le CCAS (Comité Central des Activités Sociales) des IEG est l'organe central qui gère les activités sociales des personnels des entreprises des IEG. Le CCAS 1% est la contribution employeur obligatoire qui sert à financer le CCAS. Ce poste représente **0,4% des CNE**.

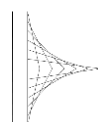
Figure 20 – Trajectoire du CCAS 1% [confidentiel]

1) Bilan ATRD 6

Le coût du CCAS 1% a été continuellement supérieur à celui de la délibération durant la période ATRD6, qui se basait sur l'année 2020 pour tenir compte du changement de méthodologie de calcul du CCAS. Le réalisé s'élevait en moyenne à [Confidentiel], le délibéré à [Confidentiel].

2) Explication de la demande par Gaz de Barr

Gaz de Barr a considéré l'année 2024 comme référence et l'a indexé sur l'inflation prévisionnelle.



3) Appréciation pré-contradictoire de la demande

Nous reprenons les valeurs basées sur l'année 2024 et les continuons sur l'inflation selon la méthodologie de Gaz de Barr, mais nous les indexons au nombre total d'ETP ajusté.

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|-----------------------------------|----------------|------|------|------|---------|
| Demande Gaz de Barr | [confidentiel] | | | | |
| Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire | | | | | |
| Ecart (en valeur) | | | | | |
| Ecart (en% du poste) | | | | | |

Tableau 57 – CCAS 1% demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

En corrigeant l'erreur sur la clé de répartition de l'ancien agent releveur, le tableau devient :

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|---------------------|----------------|------|------|------|---------|
| Demande Gaz de Barr | [Confidentiel] | | | | |
| Ajusté PIA-AEC | | | | | |

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

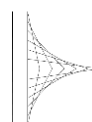
La méthodologie de l'appréciation pré-contradictoire est maintenue. Selon cette méthodologie les charges CCAS 1% dépendent directement du nombre d'ETP, c'est pourquoi l'information complémentaire de Gaz de Barr ainsi que la trajectoire future des ETP sont prises en compte.

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|----------------------|----------------|------|------|------|---------|
| Demande Gaz de Barr | [Confidentiel] | | | | |
| Ajusté PIA-AEC final | | | | | |
| Ecart (en valeur) | | | | | |
| Ecart (en% du poste) | | | | | |

Tableau 58 – CCAS 1% demande et proposition finale

D. Autres charges de personnel

Le poste "autres charges de personnel" regroupe les dépenses sociales et avantages annexes accordés aux salariés en complément de la rémunération, tels que les avantages en nature, les



dotations vestimentaires, la médecine du travail ou encore les contributions aux dispositifs d'épargne salariale. Ce poste représente **6% des CNE**.

Figure 21 – Autres charges de personnel [Confidentiel]

1) Bilan ATRD 6

Les autres charges du personnel ont connu une nette augmentation au cours de la période ATRD7, principalement en raison d'une forte augmentation de l'Avantage en nature énergie.

Alors que l'année 2022 avait atteint des coûts nettement inférieurs à la délibération, les coûts 2024 ont dépassé de [Confidentiel] la délibération.

2) Explication de la demande par Gaz de Barr

La trajectoire ATRD7 se compose de trois sous-postes distincts :

- Pour les **avantages en nature énergie**, Gaz de Barr nous a présenté dans son dossier son calcul, basé sur un prix de l'énergie et une consommation constante.
- Les dépenses pour **provision médailles IEG** ont été ajustées en fonction des recrutements prévus par Gaz de Barr.
- Pour le poste **divers**, Gaz de Barr est reparti des valeurs 2024 pour le prévisionnel 2026-2029, que nous avons ensuite inflatées.

3) Appréciation pré-contradictoire de la demande

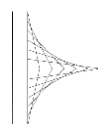
Conformément à la méthodologie de Gaz de Barr, nous avons décomposé notre réflexion en trois comptes :

- En faisant l'hypothèse d'une baisse des prix de l'énergie, notamment du gaz, dans les années à venir, nous avons appliqué le nouveau prévisionnel des prix du gaz et de l'électricité transmis par la CRE aux **avantages en nature**. Nous avons suivi la répartition de l'électricité et du gaz selon les calculs de Gaz de Barr.

| | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|-----------------------------------------------------|------|------|------|------|------|------|
| Evolution du prix du gaz | 1 | -5% | -3% | -2% | 0% | 0% |
| Evolution du prix du gaz | 1 | -5% | -3% | -2% | 0% | 0% |
| Evolution du tarif agent/avantage en nature énergie | 1 | -11% | -2% | -1% | 1% | 0% |

Tableau 59 – Evolution du prix de l'électricité et du gaz selon la CRE

- La structure des coûts des **provisions des médailles IEG** n'est pas vraiment compréhensible. Les valeurs indiquées dans le dossier tarifaire ne correspondent pas à l'affirmation selon laquelle le coût d'un nouvel employé est de [Confidentiel]. Compte tenu de la suppression de 2 recrutements, nous fixons le cout de ce sous-poste à zéro pour la période ATRD7.
- Pour le sous-poste « **divers** », nous nous attendons à une évolution stable, raison pour laquelle nous adoptons la trajectoire de l'opérateur.



| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|-----------------------------------|----------------|------|------|------|---------|
| Demande Gaz de Barr | [Confidentiel] | | | | |
| Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire | | | | | |
| Ecart (en valeur) | | | | | |
| Ecart (en% du poste) | | | | | |

Tableau 60 – Autres charges de personnel demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

Réponse à la question du le calcul des commissions des médailles IEG

Nous détaillons le fonctionnement des médailles IEG en page 53 et 56 du dossier tarifaire. Comme nous l'avons écrit, chaque embauche conduit à ce que nous provisionnons 6 kEur pour l'agent, correspondant au montant qu'il percevra au cours d'une carrière complète.

Ces montants, sur le poste "autres charges sociales", sont donc actualisés des sommes versés sur l'année sur le poste "complément de salaires" mais aussi en tenant compte des arrivées, départs et démissions.

Commentaire relatif à l'appréciation

Nous contestons les ajustements de l'auditeur sur ce poste.

L'ajustement de l'auditeur sur l'avantage en nature énergie est un non-sens puisque ce poste va entrer au CRCP pour l'ATRD 7. En plus de cela, l'ajustement effectué par l'auditeur n'est pas documenté, ni dans le pré-contradictoire ni dans le fichier de calcul (aucune formule de calcul).

Nous expliquons dans notre dossier tarifaire en page 55 que nous avons pris comme prix de référence :

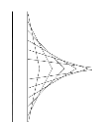
+ pour le gaz, le prix de référence de la CRE au 01/04/2025

+ pour l'électricité, le prix réglementé simple tarif au 01/02/2025

Nous avons défini une trajectoire de volumes sur laquelle nous avons un engagement. Par contre, l'évolution des prix, par rapport à nos références retenues, intègrent le CRCP. Nous conservons donc notre trajectoire initiale des charges sur ce sous-poste.

Suite à notre réponse à la question 6, nous réitérons la partie concernant les médailles IEG. L'ajustement proposé par l'auditeur montre effectivement une incompréhension qui ne doit pas conduire à ne retenir aucune trajectoire.

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|----|------|------|------|------|---------|
|----|------|------|------|------|---------|



| | |
|---------------------|----------------|
| Demande Gaz de Barr | [Confidentiel] |
| Ajusté PIA-AEC | |

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

Les explications de Gaz de Barr concernant les médailles IEG ne sont malheureusement pas plus précises que les informations contenues dans le dossier tarifaire ou la réponse au questionnaire. La compréhension reste que des coûts de l'ordre de [Confidentiel] sont encourus par réglage. Étant donné la suppression de postes supplémentaires, la trajectoire est fixée à zéro correspondant à l'appréciation pré-contradictoire.

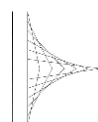
L'ajustement ex ante des montants liés aux avantages en nature énergie, sur la base d'hypothèses de prix actualisées, n'a pas d'impact tarifaire immédiat dans la mesure où ce poste est intégré au périmètre du CRCP.

La correction des avantages en nature énergie apportée dans l'appréciation, qui tient compte de la prévision des prix de l'énergie faite par la CRE, est maintenue. La trajectoire devrait toujours être basée sur les données les plus récentes possibles, même en cas de couverture par la CRCP.

La trajectoire du sous-poste « divers » repose, comme déjà mentionné dans l'appréciation, sur la moyenne de la période ATRD6 indexée sur l'inflation.

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|----------------------|----------------|------|------|------|---------|
| Demande Gaz de Barr | [Confidentiel] | | | | |
| Ajusté PIA-AEC final | | | | | |
| Ecart (en valeur) | | | | | |
| Ecart (en% du poste) | | | | | |

Tableau 61 – Autres charges de personnel demande et proposition finale



E. Synthèse de la rubrique Charges de personnel

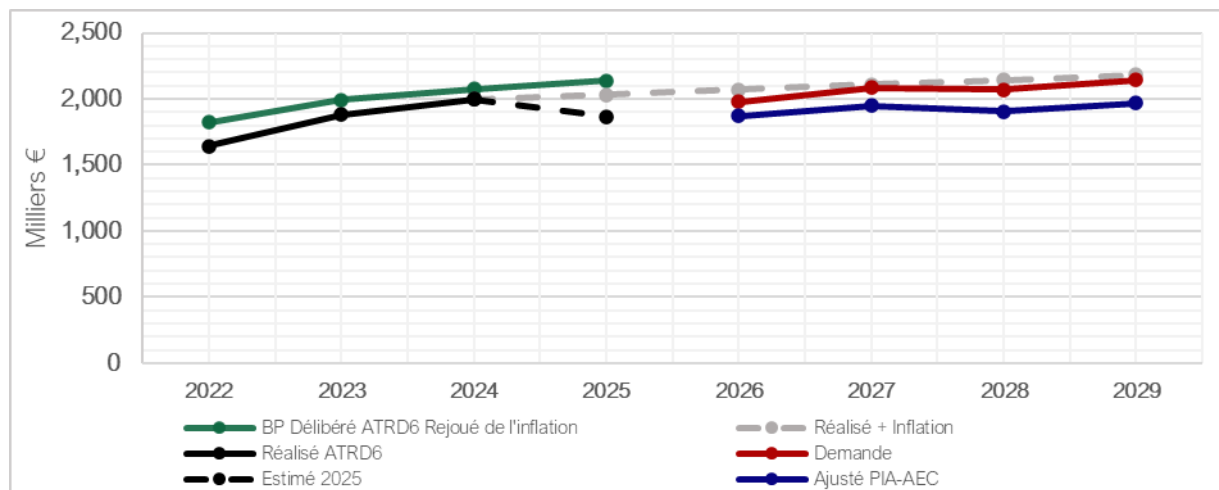


Figure 22 – Synthèse de la rubrique charges de personnel

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|----------------------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Demande Gaz de Barr | 1.975,6 | 2.082,7 | 2.069,2 | 2.141,3 | 2.067,2 |
| Ajusté PIA-AEC final | 1,872.5 | 1,946.7 | 1,904.8 | 1,969.3 | 1,923.3 |
| Ecart (en valeur) | -103,2 | -136,0 | -164,5 | -172,1 | -143,9 |
| Ecart (en% du poste) | -5,2% | -6,5% | -7,9% | -8,0% | -6,9% |

Tableau 62 – Charges de Personnel demande et proposition finale

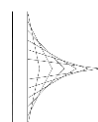
| K€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|------------------------------------------------------|-------|-------|-------|-------|
| Rémunérations principales (641xxx) | -57,9 | -76,2 | -93,1 | -96,8 |
| Charges sociales (645xxx) | -26,4 | -34,7 | -42,4 | -44,1 |
| CCAS 1% (6472xx) | -0,4 | -0,4 | -0,9 | -0,9 |
| Autres charges sociales (647xxx sauf CCAS et 648xxx) | -18.5 | -24.6 | -28.1 | -30.3 |

Tableau 63 – Charges de personnel : Détail des ajustements proposés

VI. Impôts et taxes

A. Taxe foncière

La taxe foncière correspond à l'impôt local payé par l'entreprise en tant que propriétaire de terrains ou de bâtiments, calculé sur leur valeur locative cadastrale. Ce poste représente **0,3% des CNE**.



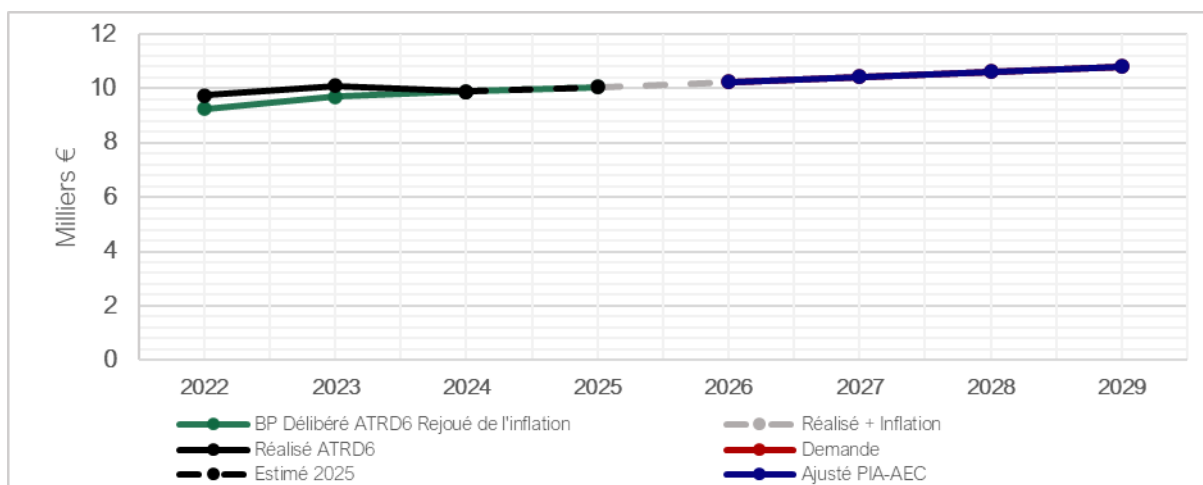


Figure 23 – Contributions économiques territoriales

1) Bilan ATRD 6

La taxe foncière de la période ATRD6, avec 9,9k€, était légèrement supérieure à la délibération, qui était de 9,6k €.

2) Explication de la demande par Gaz de Barr

La demande ATRD7 est basée sur la valeur de 2024 et augmente en fonction de l'inflation.

3) Appréciation pré-contradictoire de la demande

L'approche de Gaz de Barr de la reconduction indexée sur l'inflation sur la base du réalisé 2024 est reprise.

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|------------------------------|------|------|------|------|---------|
| Demande initiale Gaz de Barr | 10,2 | 10,4 | 10,6 | 10,8 | 10,5 |

Tableau 64 – Taxe foncière demande et proposition pré-contradictoire

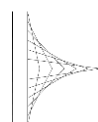
4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

L'opérateur n'a pas ajouté de commentaires supplémentaires sur la trajectoire.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

Gaz de Barr a légèrement réduit sa demande dans une version mise à jour. Aucune information n'a été fournie sur la méthodologie, qui cause cette réduction. La demande mise à jour est acceptée.

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|---------------------------------|------|------|------|------|---------|
| Demande mise à jour Gaz de Barr | 10,2 | 10,4 | 10,6 | 10,8 | 10,5 |
| Ajusté PIA-AEC final | 10,2 | 10,4 | 10,6 | 10,8 | 10,5 |



| | | | | | |
|--------------------|-----|-----|-----|-----|-----|
| Ecarts (en valeur) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
|--------------------|-----|-----|-----|-----|-----|

Tableau 65 – Taxe foncière demande et proposition finale

B. Taxe professionnelle

La taxe professionnelle représente la CET (Contribution Économique Territoriale) qui est un impôt local composé de deux éléments principaux :

- La CFE (Cotisation Foncière des Entreprises), calculée sur la valeur locative des biens immobiliers utilisés par l'entreprise.
- La CVAE (Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises), basée sur la valeur ajoutée produite par l'entreprise, avec un taux progressif selon le chiffre d'affaires.

Ce poste représente **0,8% des CNE**.

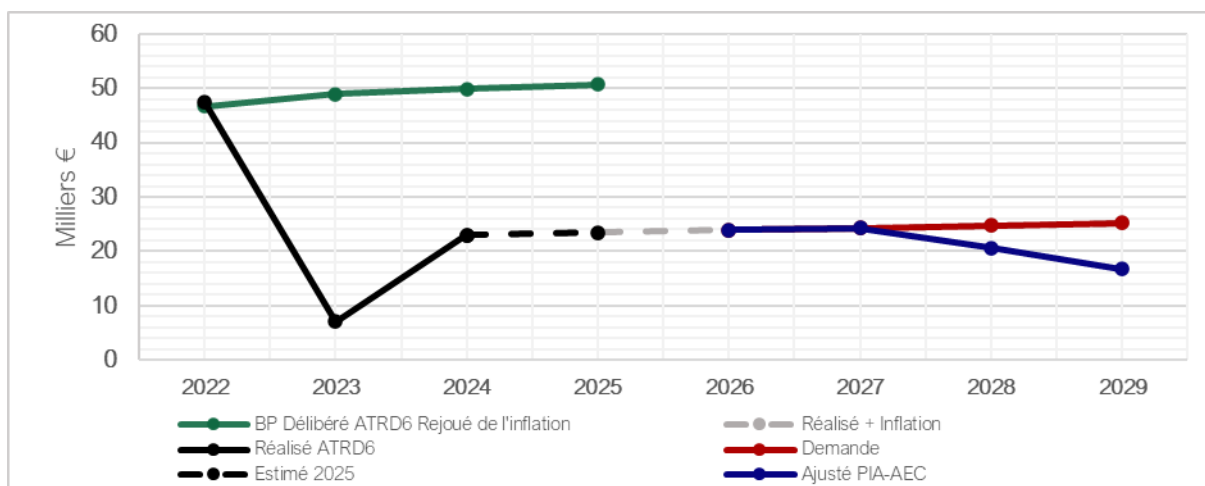


Figure 24 – Taxe professionnelle

1) Bilan ATRD 6

La taxe professionnelle montre des fluctuations significatives au cours de la période ATRD6, qui s'expliquent, selon Gaz de Barr, par une augmentation de l'avance fiscale en 2022, suivie d'un remboursement en 2023.

Avec un coût moyen de 26k€, ce poste est nettement inférieur aux 48k€ estimés lors de la dernière Délibération.

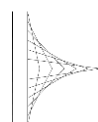
2) Explication de la demande par Gaz de Barr

La demande ATRD7 est basée sur la valeur de 2024 et augmente en fonction de l'inflation.

3) Appréciation pré-contradictoire de la demande

Les dispositions de la loi des finances 2025 seront retenue pour le calcul de la CVAE et plus globalement de la CET. Dans ce cadre, nous considérons que la taxe professionnelle est alimentée pour moitié par le montant de la CVAE et de la CFE.

CVAE



La loi reconduit les taux effectifs de CVAE de 2024 en 2025, 2026 et 2027. La CVAE baisse ensuite d'un tiers en 2028 et de deux tiers en 2029.

CFE

La CFE est basée sur la valeur locative cadastrale des immobilisations utilisées pour l'activité professionnelle à laquelle est appliqué un taux fixé chaque année par la commune.

Les paramètres de calcul de la CFE ne sont ainsi pas connus à l'heure actuelle. L'approche retenue par Gaz de Barr de baser l'évaluation sur le réalisé 2024 avec inflation est reconduit.

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|-----------------------------------|------|------|--------|--------|---------|
| Demande Gaz de Barr | 23,9 | 24,3 | 24,7 | 25,2 | 24,5 |
| Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire | 23,9 | 24,3 | 20,6 | 16,8 | 21,4 |
| Ecart (en valeur) | 0,0 | 0,0 | -4,1 | -8,4 | -3,1 |
| Ecart (en% du poste) | 0,0% | 0,0% | -16,7% | -33,3% | -12,5% |

Tableau 66 – Taxe professionnelle demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

« Nous acceptons l'ajustement de l'auditeur sur ce poste taxe professionnelle. »

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

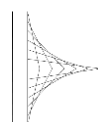
La méthodologie de l'appréciation pré-contradictoire est maintenue.

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|----------------------|------|------|--------|--------|---------|
| Demande Gaz de Barr | 23,9 | 24,3 | 24,7 | 25,2 | 24,5 |
| Ajusté PIA-AEC final | 23,9 | 24,3 | 20,6 | 16,8 | 21,4 |
| Ecart (en valeur) | 0,0 | 0,0 | -4,1 | -8,4 | -3,1 |
| Ecart (en% du poste) | 0,0% | 0,0% | -16,7% | -33,3% | -12,5% |

Tableau 67 – Taxe professionnelle demande et proposition finale

C. Impôts et taxes sur les rémunérations

Les impôts et taxes sur les rémunérations correspondent aux contributions dues par l'employeur en lien avec la masse salariale, telles que la taxe d'apprentissage, la formation professionnelle ou la participation à l'effort de construction. Ce poste représente **0,6% des CNE**.



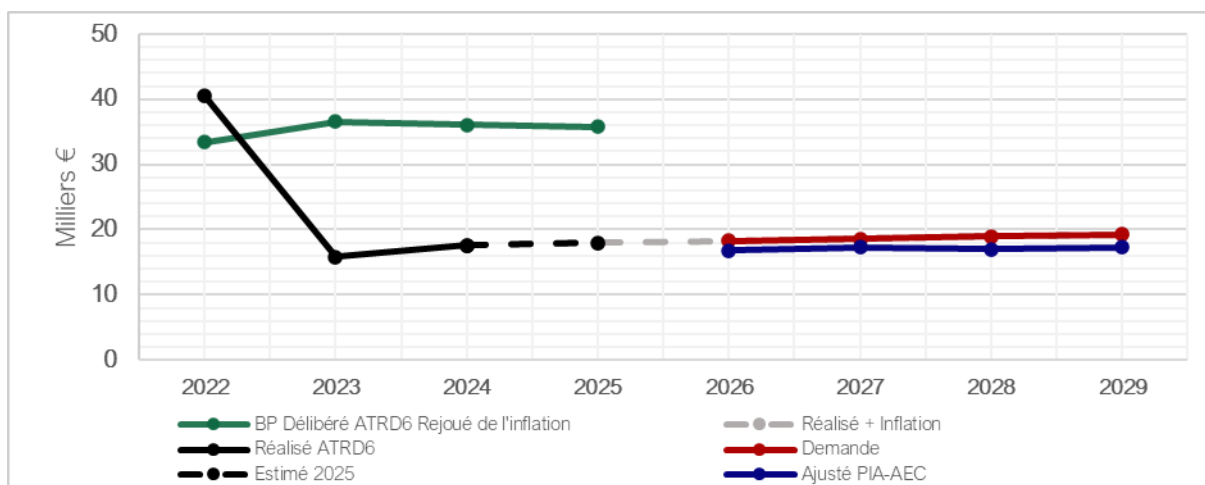


Figure 25 – Impôts et taxes sur les rémunérations

1) Bilan ATRD 6

Après avoir été initialement supérieur à la délibération, le poster montre une forte baisse. En moyenne, il se situe à 25k€ en dessous du délibéré, qui a été fixé sur la base de la valeur de 2020 indexée sur le nombre d'ETP et qui était de 35k€ en moyenne.

2) Explication de la demande par Gaz de Barr

La demande ATRD7 est basée sur la valeur de 2024 et augmente en fonction de l'inflation.

3) Appréciation pré-contradictoire de la demande

L'approche de Gaz de Barr de la reconduction sur la base du réalisé 2024 est reprise, mais ajoutant également l'évolution des ETP, indexée sur l'année 2024.

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|-----------------------------------|-------|-------|--------|--------|---------|
| Demande Gaz de Barr | 18,3 | 18,6 | 18,9 | 19,3 | 18,8 |
| Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire | 16,8 | 17,3 | 17,0 | 17,3 | 17,1 |
| Ecarts (en valeur) | -1,5 | -1,3 | -1,9 | -2,0 | -1,7 |
| Ecarts (en% du poste) | -8,1% | -6,7% | -10,2% | -10,2% | -8,8% |

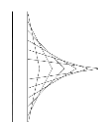
Tableau 68 – Impôts et taxes sur les rémunérations demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

« Nous acceptons l'ajustement de l'auditeur sur ce poste impôts et taxes sur les rémunérations. »

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La méthodologie de l'appréciation pré-contradictoire est maintenue.



| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|----------------------|-------|-------|-------|-------|---------|
| Demande Gaz de Barr | 18.3 | 18.6 | 18.9 | 19.3 | 18.8 |
| Ajusté PIA-AEC final | 17.9 | 18.2 | 17.6 | 18.0 | 17.9 |
| Ecart (en valeur) | -0.4 | -0.4 | -1.3 | -1.3 | -0.8 |
| Ecart (en% du poste) | -2.2% | -2.2% | -6.8% | -6.8% | -4.5% |

Tableau 69 – Impôts et taxes sur les rémunérations Demande et proposition finale

D. Autres impôts et taxes

Ce poste inclut les impôts locaux, les taxes sur les véhicules de société, les taxes sur le chiffre d'affaires non récupéré, les droits d'enregistrement et de timbre et la contribution sociale de solidarité. Ce poste représente **0,8% des CNE**.

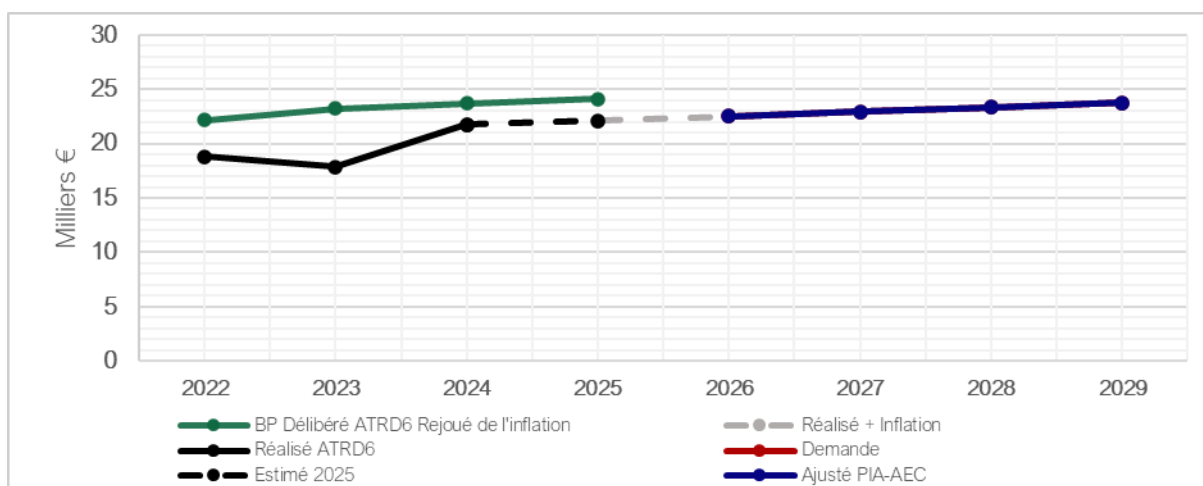


Figure 26 – Autres impôts et taxes

1) Bilan ATRD 6

Le poste montre de légères fluctuations à un niveau constamment plus bas que la dernière délibération. La moyenne était de 10k€ inférieure à celle du délibéré de 35k€.

2) Explication de la demande par Gaz de Barr

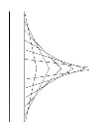
La demande ATRD7 est basée sur la valeur de 2024 et augmente en fonction de l'inflation.

3) Appréciation pré-contradictoire de la demande

L'approche de Gas de Barr de la reconduction sur la base du réalisé 2024 est reprise.

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|---------------------|------|------|------|------|---------|
| Demande Gaz de Barr | 22,5 | 22,9 | 23,3 | 23,8 | 23,1 |

Tableau 70 – Autres impôts et taxes demande et proposition pré-contradictoire



4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

L'opérateur n'a pas ajouté de commentaires supplémentaires sur la trajectoire.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La méthodologie de l'appréciation pré-contradictoire est maintenue et la trajectoire maintient la demande de Gaz de Barr.

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|----------------------|------|------|------|------|---------|
| Demande Gaz de Barr | 22,5 | 22,9 | 23,3 | 23,8 | 23,1 |
| Ajusté PIA-AEC final | 22,5 | 22,9 | 23,3 | 23,8 | 23,1 |
| Ecart (en valeur) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |

Tableau 71 – Autres impôts et taxes demande et proposition finale

E. Synthèse de la rubrique Impôts et taxes

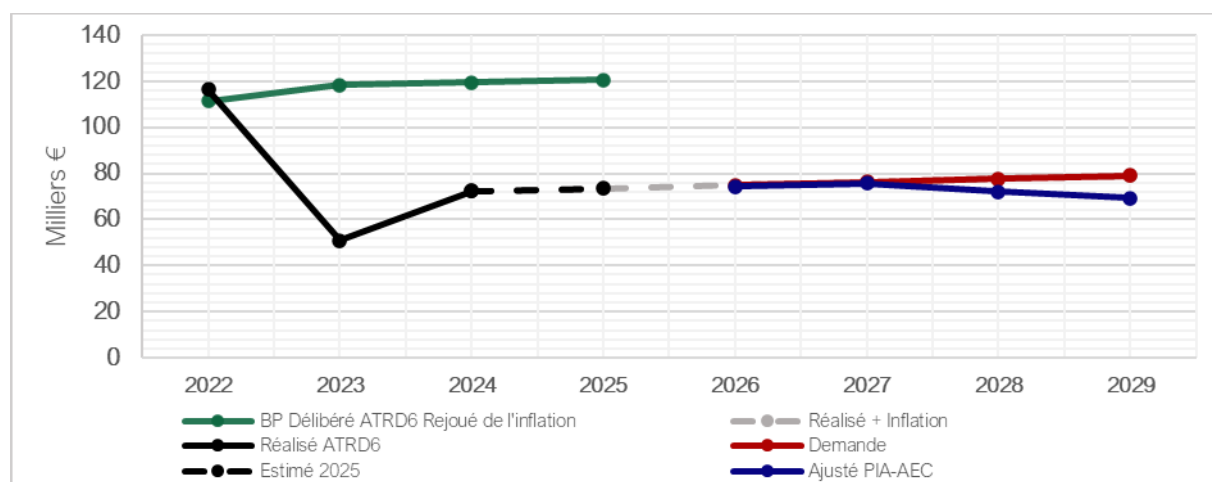
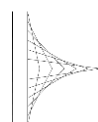


Figure 27 – Synthèse de la rubrique Impôts et taxes

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|-----------------------------------|-------|-------|-------|--------|---------|
| Demande Gaz de Barr | 74,8 | 76,2 | 77,6 | 78,9 | 76,9 |
| Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire | 74,4 | 75,8 | 72,1 | 69,2 | 72,9 |
| Ecart (en valeur) | -0,4 | -0,4 | -5,4 | -9,7 | -4,0 |
| Ecart (en% du poste) | -0,5% | -0,5% | -7,0% | -12,3% | -5,1% |

Tableau 72 – Impôts et taxes - demande et proposition



| K€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---------------------------------------|------|------|------|------|
| Taxe foncière | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Taxe professionnelle | 0.0 | 0.0 | -4,1 | -8,4 |
| Impôts et taxes sur les rémunérations | -0,4 | -0,4 | -1,3 | -1,3 |
| Autres | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |

Tableau 73 – Impôts et taxes : Détail des ajustements proposés

VII. Recettes extra-tarifaires

A. Transfert de charges

Le poste "Transfert de charges" regroupe les charges initialement comptabilisées en exploitation mais finalement réaffectées, remboursées ou immobilisées, et qui n'impactent donc pas le résultat net de l'exercice. Ce poste représente **1,2% des CNE**.

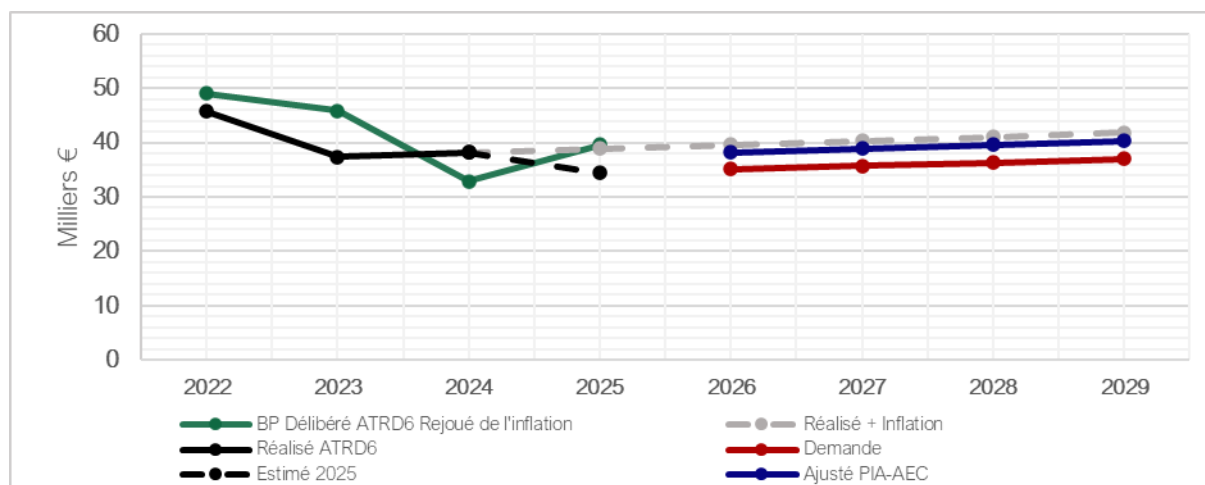


Figure 28 – Transferts de charges

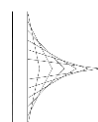
1) Bilan ATRD 7

Les transferts de charges de la période ATRD6 sont proches de la délibération, mais la moyenne est globalement inférieure à la délibération de 43k€.

Gaz de Barr a dressé une liste des sous-comptes de ce compte pour déterminer sa trajectoire. La tendance à la baisse s'explique notamment par l'arrêt de l'aide à l'emploi et des frais de gestion CSPE.

2) Demande ATRD 7

Pour sa trajectoire, Gaz de Barr a maintenu les valeurs des années 2024 pour la plupart des sous-comptes.



3) Appréciation pré-contradictoire de la demande

Nous supposons que l'aide à l'emploi sera reconduite par l'embauche d'un salarié handicapé que Gaz de Barr a présentée dans son dossier tarifaire. Pour le reste, nous suivons la trajectoire de Gaz de Barr.

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|-----------------------------------|------|------|------|------|---------|
| Demande Gaz de Barr | 35,1 | 35,7 | 36,3 | 37,0 | 36,0 |
| Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire | 38,2 | 38,9 | 39,6 | 40,3 | 39,3 |
| Ecart (en valeur) | 3,1 | 3,2 | 3,2 | 3,3 | 3,2 |
| Ecart (en% du poste) | 8,9% | 8,9% | 8,9% | 8,9% | 8,9% |

Tableau 74 –Transfert de charges demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

Nous contestons l'ajustement de l'auditeur au sujet des aides à l'emploi. Nous indiquons dans notre dossier tarifaire, en page 59, que les aides à l'emploi ont déjà pris fin.

Ces aides ne seront donc pas reconduites puisqu'elles n'existent déjà plus en 2025.

Après recalcul, en tenant de la correction précédente, il en résulte le tableau suivant :

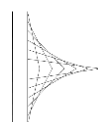
| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|---------------------|------|------|------|------|---------|
| Demande Gaz de Barr | 35,1 | 35,7 | 36,3 | 37,0 | 36,0 |
| Ajusté PIA-AEC | 35,1 | 35,7 | 36,3 | 37,0 | 36,0 |

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

Il n'y a aucune annonce officielle ou disposition législative en cours indiquant que la « aide à l'emploi des travailleurs handicapés (AETH) » fournie aux entreprises serait supprimée. La méthodologie de l'appréciation pré-contradictoire est maintenue.

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|----------------------|------|------|------|------|---------|
| Demande Gaz de Barr | 35,1 | 35,7 | 36,3 | 37,0 | 36,0 |
| Ajusté PIA-AEC final | 38,2 | 38,9 | 39,6 | 40,3 | 39,3 |
| Ecart (en valeur) | 3,2 | 3,3 | 3,3 | 3,4 | 3,3 |
| Ecart (en% du poste) | 9,1% | 9,1% | 9,1% | 9,1% | 9,1% |

Tableau 75 –Transfert de charges demande et proposition



B. Recettes extra-tarifaires non-incitées

Les locations de compteurs et postes correspondent aux revenus perçus par le gestionnaire de réseau pour la mise à disposition de compteurs de gaz et de postes de livraison aux clients ou fournisseurs d'énergie. Depuis 2024, ce poste inclut également la location du poste d'injection biométhane. Ce poste représente **6% des CNE**.

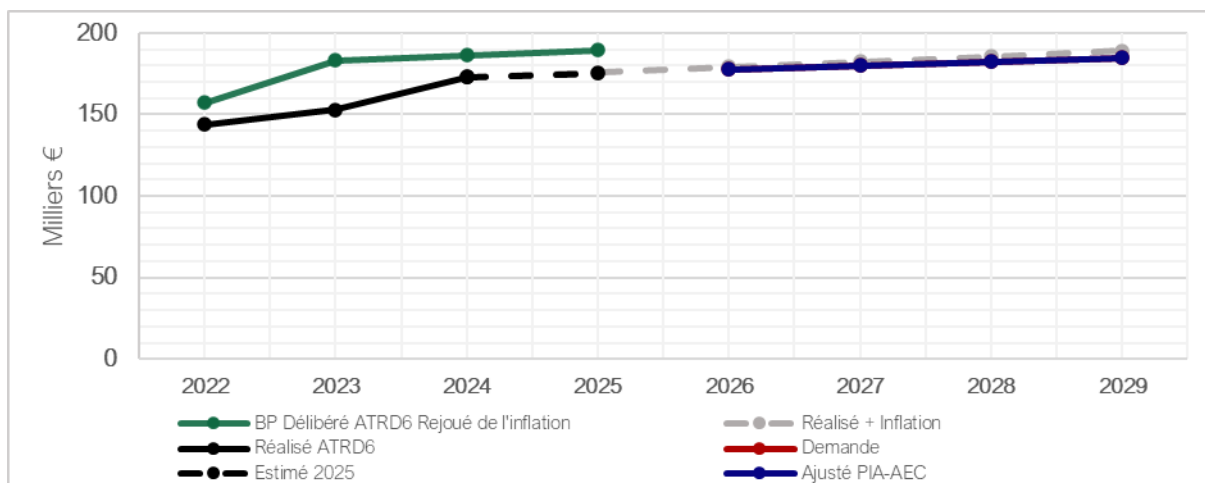


Figure 29 - Locations de compteurs et postes

1) Bilan ATRD 6

Le réalisé de ce poste était en moyenne inférieur d'environ 19k€ à la délibération. L'écart particulièrement important en 2022 s'explique par un décalage de la mise en service d'un méthaniseur causant un décalage dans la perception du contrat de maintenance du poste d'injection de celui-ci.

2) Explication de la demande par Gaz de Barr

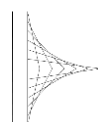
La demande ATRD7 est basée sur la valeur de 2024 et augmente en fonction de l'inflation.

3) Appréciation pré-contradictoire de la demande

L'approche de Gas de Barr de la reconduction sur la base du réalisé 2024 est reprise.

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|----------------------|-------|-------|-------|-------|---------|
| Demande Gaz de Barr | 177,5 | 179,9 | 182,4 | 184,9 | 181,2 |
| Ajusté PIA-AEC final | 177,5 | 179,9 | 182,4 | 184,9 | 181,2 |
| Ecart (en valeur) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |

Tableau 76 – Location compteurs et postes demande de Gaz de Barr



4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

L'opérateur n'a pas ajouté de commentaires supplémentaires sur la trajectoire.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La méthodologie de l'appréciation pré-contradictoire est maintenue et la trajectoire maintient la demande de Gaz de Barr.

C. Recettes extra-tarifaires incitées

Les prestations catalogue désignent les services proposés par le gestionnaire de réseau en dehors du tarif d'acheminement réglementé, selon un tarif fixé dans le catalogue de prestations. Il représente 3,4% des CNE.

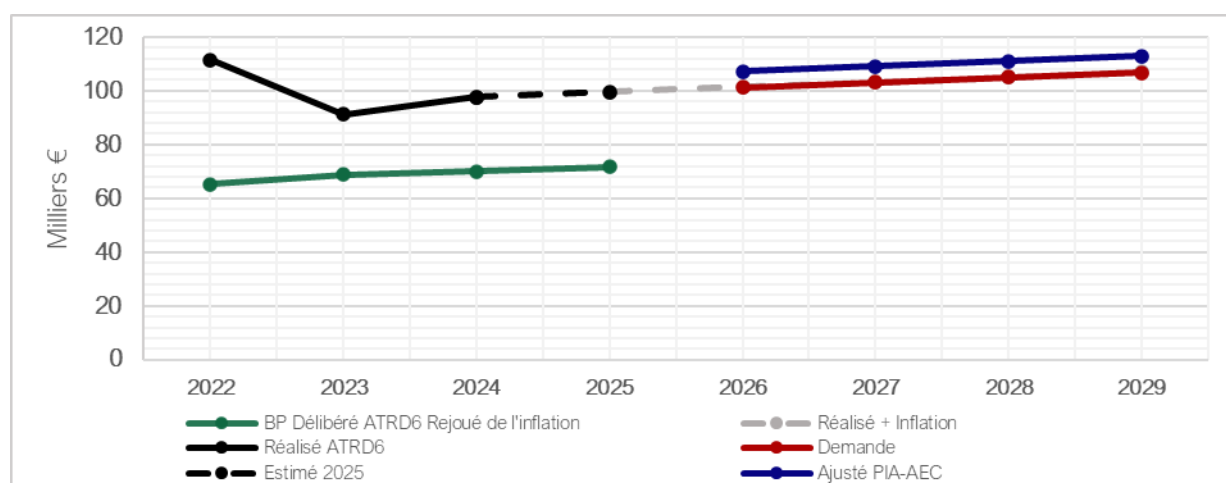


Figure 30 – Prestation catalogue

1) Bilan ATRD 6

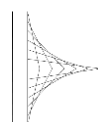
Le réalisé, avec une moyenne de 100k€, présente des valeurs nettement plus élevées que la délibération, qui prévoyait ici une production de 68k€. Ceci s'explique en grande partie par une augmentation des travaux pour tiers qui, pris séparément, ont été en moyenne 54k€ plus élevés que le délibéré.

2) Explication de la demande par Gaz de Barr

Gaz de Barr prend la valeur la plus actuelle pour les prestations catalogue et les travaux pour tiers et les reconduit en les indexant sur l'inflation pour la période ATRD7.

3) Appréciation pré-contradictoire de la demande

Si l'on considère les recettes provenant des travaux pour tiers sur la période ATRD6, on constate une tendance plus élevée que dans les périodes précédentes. Pour la prévision de ce poste, nous utilisons donc la moyenne des années 2022-2024 comme base du prévisionnel ATRD7 au lieu de la valeur de l'année 2024. Pour les autres prestations catalogue, la trajectoire de Gaz de Barr est retenue.



| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|-----------------------------------|-------|-------|-------|-------|---------|
| Demande Gaz de Barr | 55.0 | 56.0 | 57.0 | 58.0 | 56.5 |
| Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire | 102.2 | 104.1 | 106.0 | 107.9 | 105.0 |
| Ecarts (en valeur) | 47.3 | 48.1 | 49.0 | 49.9 | 48.6 |
| Ecarts (en% du poste) | 86.0% | 86.0% | 86.0% | 86.0% | 86.0% |

Tableau 77 –Prestations catalogue demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

Commentaire relatif aux prestations pour tiers

Parmi ces 3 valeurs qui correspondent aux prestations pour tiers facturées en 2022, 2023 et 2024 : 90.4 kEur, 66.9 kEur et 70.5 kEur, la valeur 2024 n'est pas la plus petite de la période ATRD 6 à la différence du constat fait par l'auditeur.

La valeur 2022 étant quant à elle exceptionnelle, nous retenons la valeur 2024 plutôt que la moyenne 2023-2024 dans l'intérêt de l'ATRD.

Voici un historique de ce poste pour convenir que la valeur 2024 est justifiée.

| En Euros | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|--------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Travaux pour tiers | 38 348 | 25 843 | 49 150 | 37 039 | 20 437 | 31 965 | 26 002 | 17 952 | 34 292 | 90 400 | 66 913 | 70 510 |

Commentaire relatif aux prestations pour tiers

Nous contestons l'ajustement de l'auditeur au sujet des prestations pour tiers. Nous avons déjà vu plus haut dans ce pré-rapport notre commentaire (en C.3) sur le lien entre le poste de charge « refacturation clients » et le poste de recette « prestations pour tiers »

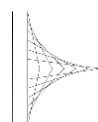
Il ne convient donc pas de moyenner les valeurs 2022-2024 de ce sous-poste mais de ne conserver que la valeur 2024 comme référence. S'il devait y avoir un ajustement sur ce sous-poste, il conviendrait d'en appliquer un par symétrie sur le poste de recettes en partant du principe que le poste de charge représente 60% du poste de recettes.

Après recalcul, en tenant de la correction précédente, il en résulte le tableau suivant :

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|---------------------|-------|-------|-------|-------|---------|
| Demande Gaz de Barr | 101.3 | 103.1 | 104.9 | 106.9 | 104 |
| Ajusté PIA-AEC | 102.2 | 104.1 | 106.0 | 107.9 | 105.0 |

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La période ATRD6 affiche un niveau globalement élevé de prestations pour tiers. Comme rien n'indique que l'augmentation des travaux de construction soit due à des circonstances particulières et justifie une correction, la trajectoire est calculée sur la base de la moyenne des



années 2022-2024, tant pour la facturation des prestations catalogue que pour les prestations pour tiers.

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|----------------------|-------|-------|-------|-------|---------|
| Demande Gaz de Barr | 101.3 | 103.1 | 105.0 | 106.9 | 104.1 |
| Ajusté PIA-AEC final | 107.0 | 108.9 | 110.9 | 112.9 | 109.9 |
| Ecart (en valeur) | 5.7 | 5.8 | 5.9 | 6.0 | 5.9 |
| Ecart (en% du poste) | 5.6% | 5.6% | 5.6% | 5.6% | 5.6% |

Tableau 78 – Recettes extra-tarifaires incitées : demande et proposition finale

D. Synthèse de la catégorie Recettes extra-tarifaires

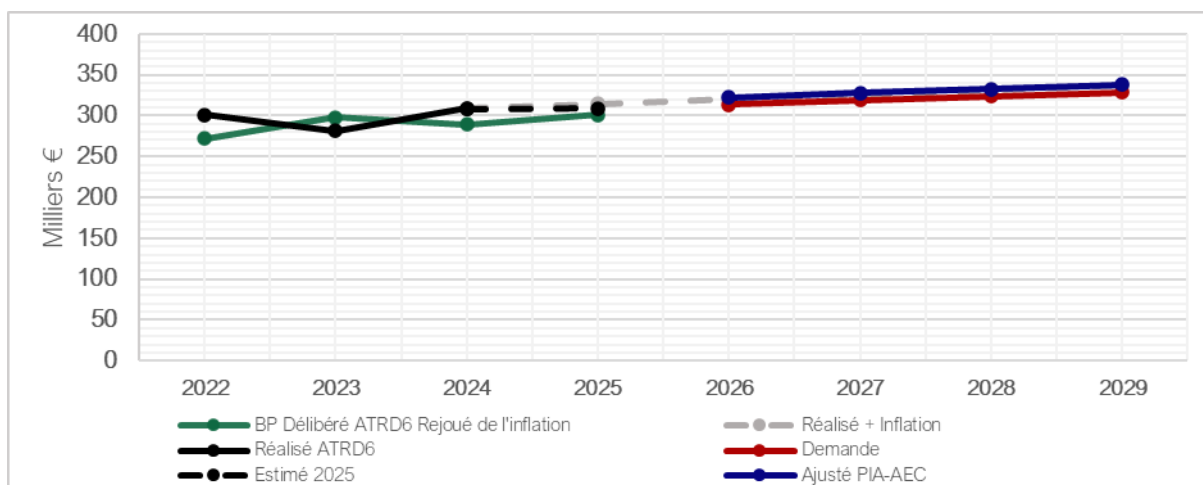
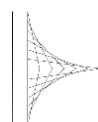


Figure 31 – Synthèse de la rubrique recettes extratariataires

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|----------------------|-------|-------|-------|-------|---------|
| Demande Gaz de Barr | 313,8 | 318,7 | 323,7 | 328,7 | 321,2 |
| Ajusté PIA-AEC | 322,8 | 327,8 | 332,9 | 338,2 | 330,4 |
| Ecart (en valeur) | 8,9 | 9,1 | 9,2 | 9,4 | 9,2 |
| Ecart (en% du poste) | 2,8% | 2,9% | 2,9% | 2,9% | 2,9% |

Tableau 79 – Recettes extra-tarifaires demande et proposition

| K€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|----|------|------|------|------|
|----|------|------|------|------|



| | | | | |
|----------------------------------------|-----|-----|-----|-----|
| Transfert de charges (791xxx) | 3.2 | 3.3 | 3.3 | 3.4 |
| Cessions internes données | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Recettes extra-tarifaires non incitées | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Recettes extra-tarifaires incitées | 5.7 | 5.8 | 5.9 | 6.0 |

Tableau 80 – Recettes extra-tarifaires : Détail des ajustements proposés

VIII. Production immobilisée

La production immobilisée correspond aux travaux réalisés en interne par Gaz de Barr sur son propre réseau et inscrits en immobilisations. Ce poste représente **34,3% des CNE**.

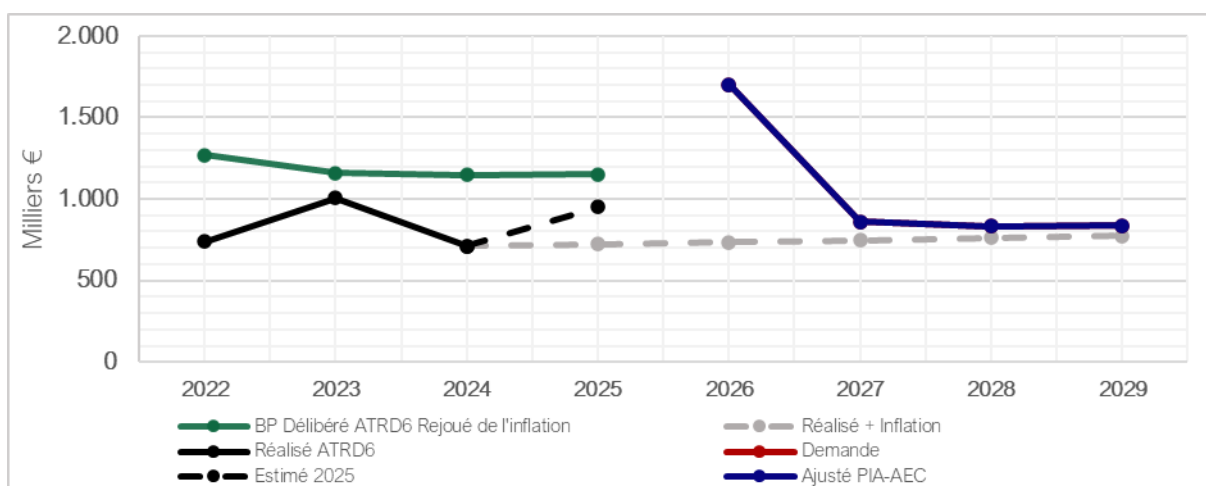


Figure 32 – Production immobilisée

1) Bilan ATRD 6

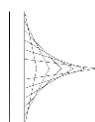
Chaque année de la période ATRD6, la production immobilisée réalisée a été inférieure à la délibération. La moyenne du réalisé était de 817k€ alors que la délibération était de 1.192k€. Cet écart s'explique par la non-réalisation des investissements programmés.

Le montant délibéré est composé des charges directes, calculées sur la base de la moyenne des coûts réalisés sur les années 2018-2020 et des coûts de deux projets spécifiques, et des charges indirectes, calculées en fonction des charges directes.

2) Explication de la demande par Gaz de Barr

Pour déterminer les charges directes, Gaz de Barr s'est basé sur son chiffrage des chantiers, auquel des frais de personnel et les charges indirectes ont été ajoutés.

| K€ | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Renouvellement MPB | 507,2 | 499,7 | 464,4 | 559,1 | 559,1 |
| Travaux MPC Gertwiller | 44,5 | - | - | - | - |
| Travaux MPC Molsheim | 50,0 | 498,4 | 131,0 | - | - |



| | | | | | |
|-------------------------------------|--------------|---------------|--------------|--------------|--------------|
| Travaux MPC Goxwiller | - | 71,0 | - | - | - |
| Extension MPB Bischoffsheim Rosheim | - | 95,4 | - | - | - |
| Extension MPB Valff Meistratzheim | 80,0 | 216,8 | - | - | - |
| Total chiffrage travaux | 681,7 | 1381,3 | 595,4 | 559,1 | 559,1 |

Tableau 81 – Chiffrage chantier de Gaz de Barr

Les charges indirectes ont été fixées à 160k€ pour l'année 2025, ce qui correspond à la moyenne des années 2022-2024. Cette valeur a été reconduite de l'inflation.

Selon Gaz de Barr, la détermination des frais de personnel résulte uniquement de l'objectif d'atteindre une part moyenne de 11,5% de la production immobilisée totale. Des fluctuations sont constatées d'année en année, de sorte que les 11,5% ne sont réellement atteints qu'au milieu.

| K€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|---------------------------------------|--------|-------|-------|-------|---------|
| Production Immobilisée (Total) | 1702,9 | 860,8 | 832,9 | 836,0 | 1058,1 |
| Charges de personnel | 160,0 | 100,0 | 105,0 | 105,0 | 117,5 |
| Taux des charges de personnel | 9,4% | 11,6% | 12,6% | 12,6% | 11,5% |

Tableau 82 – Taux des charges du personnel dans la production immobilisée initiale

Gaz de Barr a développé sa trajectoire sur la base de l'ensemble de la maille GRD. Tous les projets de construction futurs devant se dérouler dans la zone péréquée, ces valeurs ont été reprises telles quelles pour la trajectoire ATRD7.

3) Appréciation pré-contradictoire de la demande

A ce stade, la trajectoire de Gaz de Barr est reprise.

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|----------------------------|---------|-------|-------|-------|---------|
| Demande Gaz de Barr | 1.702,9 | 860,8 | 832,9 | 836,0 | 1.058,1 |

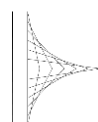
Tableau 83 – Production immobilisée demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

Réponse à la question pour la ventilation de la production immobilisée sur les différents postes impactés dans les rubriques consommations externes et charges de personne.

Suite à des échanges avec la CRE courant juillet 2025, au sujet du calcul des CCN, nous avons dû revoir notre trajectoire d'investissements car nous avons omis d'inflater ces éléments sur la trajectoire ATRD 7.

En conséquence, le tableau de la production immobilisée en zone péréquée, en page 60 de notre dossier tarifaire devient :



| CONCESSIONS HISTORIQUES | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|-----------------------------|----------------|------------------|----------------|----------------|------------------|----------------|----------------|----------------|
| Achats stockés | 74 990 | 127 172 | 50 192 | 76 350 | 155 449 | 68 574 | 58 108 | 59 154 |
| Achats matériels et travaux | 450 274 | 636 126 | 440 991 | 615 890 | 1 274 679 | 559 138 | 542 372 | 552 135 |
| Achats non stockés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres charges | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| <i>sous-total</i> | 525 264 | 763 298 | 491 183 | 692 240 | 1 430 127 | 627 712 | 600 480 | 611 288 |
| Charges indirectes | 99 854 | 160 742 | 125 339 | 162 880 | 168 796 | 174 928 | 181 282 | 187 867 |
| Charges de personnel | 111 635 | 82 232 | 92 807 | 111 980 | 165 812 | 105 498 | 112 767 | 114 796 |
| TOTAL | 736 753 | 1 006 272 | 709 329 | 967 100 | 1 764 735 | 908 137 | 894 528 | 913 951 |
| Charges directes | 636 899 | 845 530 | 583 989 | 804 220 | 1 595 939 | 733 210 | 713 246 | 726 085 |
| Charges indirectes | 99 854 | 160 742 | 125 339 | 162 880 | 168 796 | 174 928 | 181 282 | 187 867 |
| part travaux/total | 61,1% | 63,2% | 62,2% | 63,7% | 72,2% | 61,6% | 60,6% | 60,4% |
| part achats/total | 10,2% | 12,6% | 7,1% | 7,9% | 8,8% | 7,6% | 6,5% | 6,5% |
| part CI/total | 13,6% | 16,0% | 17,7% | 16,8% | 9,6% | 19,3% | 20,3% | 20,6% |
| part personnel/total | 15,2% | 8,2% | 13,1% | 11,6% | 9,4% | 11,6% | 12,6% | 12,6% |

La nouvelle matrice trajectoire est fournie en annexe au document. Le tableau au point B.2 est modifié comme suit :

| K€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|--------------------------------|---------|-------|-------|-------|---------|
| Production Immobilisée (Total) | 1 764.7 | 908.1 | 894.5 | 913.5 | 1 120.3 |
| Charges de personnel | 168.8 | 174.9 | 181.2 | 187.9 | 178,2 |

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

Dans le cadre de la détermination des coûts d'investissement, Gaz de Barr a mis à jour les valeurs pour sa production immobilisée afin de tenir compte correctement de l'inflation. Les valeurs sont reprises telles quelles.

Les postes « achats stockés » et « achats de matériel, équipement et travaux » sont concernés par ce changement.

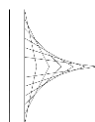
| K€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|------------------------------------|---------|-------|-------|-------|---------|
| Production Immobilisée mise à jour | 1.764,7 | 908,1 | 894,5 | 914,0 | 1.120,3 |
| Charges de personnel mise à jour | 165,8 | 105,5 | 112,8 | 114,8 | 124,7 |
| Taux des charges de personnel | 9,4% | 11,6% | 12,6% | 12,6% | 11,5% |

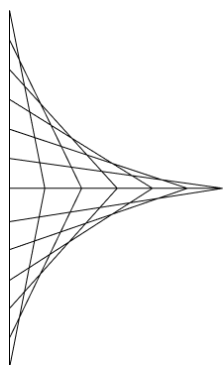
Tableau 84 – Taux des charges du personnel dans la production immobilisée mise à jour

La trajectoire de Gaz de Barr est reprise.

| k€ | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Moyenne |
|---------------------|---------|-------|-------|-------|---------|
| Demande Gaz de Barr | 1.764,7 | 908,1 | 894,5 | 914,0 | 1.120,3 |

Tableau 85 – Production immobilisée demande et proposition pré-contradictoire





PARIS INFRASTRUCTURE ADVISORY

La raison d'être de PIA est de développer une expertise de qualité pour soutenir ses clients dans le développement d'infrastructures respectueuses de l'environnement et contribuant au progrès humain.

A ce titre, PIA s'engage à contribuer majoritairement à des projets compatibles avec le scénario de développement durable de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) ; contribuer à des projets favorisant l'atteinte de l'un des dix-sept objectifs de développement durables tels que définis par les Nations Unis ; et contribuer à la formation des compétences futures aux enjeux sociétaux, politiques, techniques, économiques et financiers du développement durable

www.parisinfrastructureadvisory.com

contact@parisinfrastructureadvisory.com

+33.6.50.16.87.23

15, Rue Lacépède, 75005, Paris - France